

Province de Brabant

Arrondissement BRUXELLES-CAPITALE

Administration communale d' E V E R E

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL:

Séance publique du 20 janvier 1967.

Présents : MM. P.L. Vrijdags - Bourgmestre-Président
Gilles, Guillaume, Antoine et Bollyn-Echevin
Speltinx, Van Baelen, Dekrem, Lambaux, De
Smedt, Eeckhout, Vliers, Mme. Plas, Content
Janssens et Idiers - Conseillers.
Vandervellen - Secrétaire Communal.

Point n° 7.- Nouveau règlement sur les trottoirs.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Réuni en séance publique;

Vu le décret du 14 décembre 1789;

Vu la loi des 16 - 24 août 1790;

Vu la loi du 30 mars 1836 et les modifications y apportées ultérieurement;

Vu la loi du 10^r février 1844 modifiée par celles des 15 août 1897 et
28 mai 1914;

D E C I D E : par 8 voix et 7 abstentions (MM. Speltinx, Dekrem, Lambaux, De
Smedt, Vliers, Mme. Plas, Content) (Mr. Idiers ne prend pas part au vote).

Le règlement sur les trottoirs arrêté par le Conseil Communal en dates des
20.3.1954 et 31.3.1960 est abrogé.

Arrête le règlement dont la teneur suit :

REGLEMENT SUR LES TROTTOIRS.

T I T R E P R E M I E R

Généralités.

Art premier. Dans toute voie publique pourvue d'un revêtement délimité par
un filet d'eau ou de bordures, le propriétaire riverain a pour obligation
de faire construire un trottoir d'après les dispositions du présent règle-
ment.

Article 2.- Si le trottoir existant ne répond pas aux prescriptions du présent règlement, toute permission de construction, de transformation ou de restauration d'immeuble, de mur de façade ou de clôture érigés à front d'une voie publique, entraînera pour le propriétaire l'obligation de faire aménager ou réaménager ledit trottoir, endéans le mois qui suit la fin des travaux.

Article 3.- Les trottoirs seront construits, reconstruits, restaurés ou transformés par les soins de l'Administration communale. Les travaux seront exécutés à l'initiative du propriétaire riverain ou, à défaut, à celle du collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 4.- La largeur du revêtement sera déterminée, pour chaque rue, par le collège des Bourgmestre et Echevins. Si la largeur revêtue est inférieure à la distance séparant l'alignement de la bordure, le revêtement sera bordé soit d'une dalle en béton placée sur champ et mesurant 30 x 15 x 10 cm, soit d'une bordure légère en béton vibré dont le type est à fixer par le Collège. Le prix de la dalle sur champ ou de la bordure légère sera payé en même temps que celui du trottoir.

Article 5.- Les frais de construction, de reconstruction, de restauration ou de transformation du trottoir sont à charge du propriétaire riverain en vertu du règlement taxe en la matière. Ils seront payés à la première invitation de la part du collège des Bourgmestre et Echevins.

A défaut de paiement endéans le délai fixé, les frais seront recouverts conformément aux stipulations dudit règlement taxe.

Article 6.- Sont néanmoins à charge de l'Administration communale, les frais cités au paragraphe I de l'article 5 :

a) dans les trottoirs non situés devant une entrée cochère et dont la largeur dépasse les dimensions fixées ci-après :

- au delà de 5 m. dans les rues larges de 25 m. et plus
- au delà de 4 m. dans les rues larges de 20 m. à moins de 25 m.
- au delà de 3 m. dans les rues larges de 15 m. à moins de 20 m.
- au delà de 2,50 m. dans les rues larges de 10 m. à moins de 15 m.
- au delà de 2 m. dans les rues larges de moins de 10 m.

b) lorsque les travaux sont imputables à un accident dont l'auteur est inconnu.

Article 7.- Devant une entrée cochère les dispositions de l'article 5 sont applicables quelle que soit la largeur des trottoirs.

Article 8.- Les frais sont également à charge de l'Administration Communale lorsque les travaux sont dus à l'élargissement ou à la modification du niveau des voies carrossables, pour autant qu'un trottoir, conforme aux présentes dispositions, existe au moment des travaux. A cet effet, l'Administration Communale fera dresser un état des lieux, préalablement à l'exécution des travaux. L'absence d'état des lieux vaut pour accord de l'Administration quant au bon état du trottoir. Si, au moment des travaux, le trottoir est pourvu d'un revêtement non conforme aux prescriptions du présent règlement, le propriétaire ne paiera que le coût des matériaux prescrits, la mise en œuvre tombant également à charge de l'Administration Communale.

TITRE II

Des matériaux et de leur mise en oeuvre.

Article 9.- Les trottoirs seront uniformes. Ils seront construits à l'aide de dalles de béton dont les dimensions sont 30 x 30 x 6 cm., de briques de béton dont les dimensions sont 22 x 10,7 x 7 cm. et de pavés de béton à emboîtements dont l'épaisseur est de 13 cm.

Article 10.- Les dalles de béton sont placées sur un lit de sable de carrière neuf de sept centimètres d'épaisseur, mesurée après tamisage et dans un bain flottant de mortier de ciment de deux centimètres d'épaisseur. Les joints auront une largeur de deux millimètres au plus, et sont obturés au moyen d'un coulis composé de sable et d'eau. Les joints continus sont perpendiculaires à l'alignement de la rue, les dalles étant placées en quinconce. Les morceaux de dalles sur champ, de même que des portions de dalles de moins de 10 cm. de largeur ne pourront être mis en oeuvre. Au besoin les dalles voisines seront recoupées sur la largeur requise.

Article 11.- Devant les entrées cochères à usage de véhicules dont le poids total au sol est inférieur à 2,500 kg., le revêtement de trottoir sera constitué de briques de béton posées à plat, sur une fondation en béton maigre ou de laitier de 10 cm. d'épaisseur, avec interposition d'une couche de sable de 3 cm. d'épaisseur.

Les joints entre les briques auront 1 cm. de largeur et seront remplis de mortier de ciment et sable de rivière, lissé à la règle. Les joints continus seront perpendiculaires à l'alignement, les briques étant posées en quinconce.

Article 12.- Devant les entrées cochères à usage de véhicules dont le poids total au sol peut dépasser 2,500,- kg., le trottoir sera constitué de pavés de béton à emboîtement, placés sur une fondation en béton maigre ou de laitier de 10 cm. d'épaisseur, avec interposition d'une couche de sable de 5 cm. d'épaisseur. Les joints entre les pavés seront remplis de sable.

Article 13.- Si l'aménagement, la transformation ou la suppression d'une entrée cochère implique l'exécution de travaux à la bordure de la chaussée, le coût desdits travaux est également supporté par le propriétaire riverain intéressé, quelle que soit la largeur du trottoir.

Article 14.- Le pente transversale des trottoirs sera de trois centimètres par mètre. En raison de la disposition des lieux ou de l'abaissement de la bordure devant une entrée cochère, une autre pente peut être adoptée.

Article 15.- A titre de dérogation, le collège des Bourgmestres et Echevins peut décider que le trottoir, situé devant les propriétés non bâties ou non clôturées à front de rue, pourra être constitué d'une passerelle de trois dalles de largeur. Le(s) côté(s) libre(s) de la passerelle seront bordé(s) d'une dalle sur champ mesurant 30 x 15 x 6 cm.

TITRE III

Travaux accessoires.

Article 16.- Les propriétaires riverains pourront être autorisés par le collège, les Bourgeois et Echevins, à pratiquer dans le trottoir des ouvertures pour l'introduction des provisions de chauffage ainsi que des soupiraux. La saillie de ces ouvrages ne peut dépasser 60 cm depuis l'alignement. Ils seront couverts soit d'un châssis fixe à lattes lumineuses, soit d'un couvercle métallique donnant toute garantie au point de vue sécurité publique. Les couvercles devront être pourvus d'un système de fixation évitant qu'ils puissent être ouverts sur la voie publique.

Article 17.- Les châssis ou couvercles devront être établis au niveau du trottoir. Cette mise au niveau sera assurée par la seule intervention du propriétaire, au moment de la construction du trottoir. De même, en cas de reconstruction pour une autre cause que celle reprise à l'article 8, il appartiendra au propriétaire de faire régler exactement le niveau des lits châssis et couvercles.

Article 18.- Gargouilles en fonte.

Aucun égout, aucune gouttière ne peut avoir sa décharge sur le trottoir, aucune rigole ne peut être creusée à la surface du trottoir. Pour les nouvelles constructions ou les immeubles subissant des transformations en façade, les gargouilles sont prohibées. Les gargouilles actuellement existantes peuvent être conservées aux conditions suivantes : elles seront en fonte et la face visible sera gaufrée; il y sera pratiqué une rainure pour en faciliter le nettoyage. Les gargouilles seront établies sur un lit de mortier de 3 cm. d'épaisseur étendu sur une couche de sable qui aura primitivement 15 cm. d'épaisseur et qui sera réduite à 10 cm. par le pilonnage et l'arrosage.

On ajustera aux gargouilles les tuyaux de descente appliqués le long des murs de face et servant à l'écoulement des eaux pluviales; ces tuyaux devront être en fer à partir de leur orifice inférieur jusqu'à la hauteur de un mètre cinquante cm. au-dessus du niveau du trottoir. L'établissement et l'entretien des gargouilles seront à charge des propriétaires, conformément aux dispositions de l'article 17.

Article 19.- Enseignes.

Le placement et l'encastrement d'enseignes dans les trottoirs est interdit.

Article 20.- Le remplissage des citernes à mazout ou à essence établies à l'intérieur des immeubles se fera par l'intermédiaire d'un pot en fonte, placé dans le trottoir contre la bordure. Ce pot sera établi sur un massif de fondation et le couvercle du pot affleurerà avec le pavement ou le dallage du trottoir.

La conduite souterraine de remplissage partant de ce pot et devant rejoindre le réservoir sera normale à la bordure et sera posée à 30cm. minimum de profondeur sous le niveau du trottoir. Elle sera placée dans un fourreau en fonte ou en acier; l'espace libre entre la gaine et la conduite devra être rempli d'un produit inerte et incombustible comme le sable ou la terre.

Article 21.- Il ne pourra être posé dans les trottoirs ni bornes, ni boules formant chasse-reues.

Cette interdiction ne s'applique pas aux bornes posées aux angles des portes cochères et qui font corps avec les bâtiments. La saillie maximum de ces bornes sur la plinthe ne pourra dépasser 15 cm.

Article 22.- Les décoratifs ne peuvent être placés dans le trottoir. Ils seront scellés dans le soubassement de façade et leur saillie sur le nu de ce soubassement ne pourra dépasser 7 cm.

Les décoratifs existants qui ne répondent pas à ces conditions devront être supprimés dès que l'administration communale en donnera l'ordre.

Article 23.- Ouvertures de tranchées.

Les travaux de réparation des trottoirs consécutifs aux ouvertures de tranchées dans les voies publiques seront effectués par les différents services, régies ou particuliers, sous la surveillance des agents de l'administration en appliquant les normes reprises au présent règlement.

TITRE IV

Contraventions - Pénalités.

Article 24.- Les contraventions au présent règlement seront constatées par procès-verbaux ou rapports des officiers de la police compétents ou par tous autres moyens légaux, et ce, simultanément à charge des propriétaires, architectes, entrepreneurs, maîtres-maçons ou toutes autres personnes chargées de la direction ou de l'exécution des travaux. Ces contraventions seront punies des peines de simple police.

Article 25.- Outre la pénalité, le tribunal prononcera, s'il y a lieu, la réparation de la contravention, en condamnant les contrevenants, soit à payer le coût de la mise en état suivant les dispositions du présent règlement, soit à rétablir les lieux dans leur état primitif par la démolition, la destruction ou l'enlèvement des ouvrages constituant la contravention, l'Administration communale étant autorisée à se constituer au besoin partie civile.

TITRE V

Dispositions finales.

Article 26. - Les propriétaires auront à se conformer aux indications qui leur seront données par l'Administration communale dans tous les cas prévus ou non prévus au présent règlement.

Article 27. - D'une manière générale les autorisations quelles qu'elles soient, et les contraventions ou omissions aux dispositions du présent règlement, mêmes tolérées ou permises expressément, ne pourront engager en aucune façon la responsabilité de l'Administration communale.

Article 28. - Toutes dispositions contraires à celles du présent règlement sont rapportées.

Ainsi délibéré en séance du 20 janvier 1967.

Par ordonnance :

Le Secrétaire communal,
(s) A. VANDERVELLEN.

Le Bourgmestre-Président,
(s) P.L. VRIJDAGS.

SERVICE 11

N° 11/13672/881

La Députation permanente a pris connaissance de la présente délibération en séance du 31.3.1967

Pour le Gouverneur,
Le Chef de Division délégué
(s) A. BARBE

Le présent règlement a été publié et affiché à Evere, le 17 avril 1967.

Par ordonnance :

Le Secrétaire communal,
(s) A. VANDERVELLEN

Le Collège,
(s) A. GILLES.



Service: Travaux Publics
Dienst :

REF.: L.B./2V/n° 6650
865.122

Annexe : 1.
Bijlagen :

Madame le Secrétaire d'Etat à la
Région Bruxelloise
rue Ducale 9
1000 Bruxelles

Secrétariat d'Etat à
la Région Bruxelloise

17. SEP. 1981

IV.

Madame le Secrétaire d'Etat,

En réponse à votre lettre du 09.09.1981 réf. :
IV/TW/CM/01.09.81, nous vous prions de trouver en annexe
le nouveau règlement sur les trottoirs en vigueur dans notre
commune.

Veillez agréer, Madame le Secrétaire d'Etat,
l'assurance de notre considération distinguée.

Par ordonnance :
Le Secrétaire communal,

Le Collège,

Province de Brabant

Arrondissement BRUXELLES-CAPITALE

Administration communale d' E V E R E

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL.

Séance publique du 20 janvier 1967.

Présents : MM. P.L. Vrijdags - Bourgmestre-Président
Gilles, Guillaume, Antoine et Bollyn-Echevins
Speltinckx, Van Baelen, Dekrem, Lambaux, De
Smedt, Eeckhout, Vliers, Mme. Plas, Content
Janssens et Idiers - Conseillers.
Vandervellen - Secrétaire Communal.

Point n° 7.- Nouveau règlement sur les trottoirs.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Réuni en séance publique;

Vu le décret du 14 décembre 1789;

Vu la loi des 16 - 24 août 1790;

Vu la loi du 30 mars 1836 et les modifications y apportées ultérieurement;

Vu la loi du 1er février 1844 modifiée par celles des 15 août 1897 et
28 mai 1914;

D E C I D E : par 8 voix et 7 abstentions (MM. Speltinckx, Dekrem, Lambaux, De
Smedt, Vliers, Mme. Plas, Content) (Mr. Idiers ne prend pas part au vote).

Le règlement sur les trottoirs arrêté par le Conseil Communal en dates des
25.3.1954 et 31.3.1960 est abrogé.

Arrête le règlement dont la teneur suit :

REGLEMENT SUR LES TROTTOIRS.

TITRE PREMIER

Généralités.

Art. 1er. Dans toute voie publique pourvue d'un revêtement délimité par
un filet d'eau ou de bordures, le propriétaire riverain a pour obligation
de faire construire un trottoir d'après les dispositions du présent règle-
ment.

Article 1.- Si le trottoir existant ne répond pas aux prescriptions du présent règlement, toute permission de construction, de transformation ou de restauration d'immeuble, au sur de façade ou de clôture érigés à front d'une voie publique, entraînera pour le propriétaire l'obligation de faire réaménager ou réaménager le dit trottoir, endéans le mois qui suit la fin des travaux.

Article 2.- Les trottoirs seront construits, reconstruits, restaurés ou transformés par les soins de l'Administration communale. Les travaux seront exécutés à l'initiative du propriétaire riverain ou, à défaut, à celle du collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 3.- La largeur du revêtement sera déterminée, pour chaque rue, par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Si la largeur revêtue est inférieure à la distance séparant l'alignement de la bordure, le revêtement sera bordé, soit d'une dalle en béton placée sur champ et mesurant 50 x 15 x 5 cm, soit d'une bordure légère en béton vibré dont le type est à fixer par le Collège. Le prix de la dalle sur champ ou de la bordure légère sera payé en même temps que celui du trottoir.

Article 4.- Les frais de construction, de reconstruction, de restauration ou de transformation du trottoir sont à charge du propriétaire riverain en vertu du règlement taxe en la matière. Ils seront payés à la première invitation de la part du collège des Bourgmestre et Echevins.

À défaut de paiement endéans le délai fixé, les frais seront recouvrés conformément aux stipulations dudit règlement taxe.

Article 5.- Sont néanmoins à charge de l'Administration communale, les frais cités au paragraphe I de l'article 4 :

a) dans les trottoirs non situés devant une entrée cochère et dont la largeur dépasse les dimensions fixées ci-après :

- au delà de 5 m. dans les rues larges de 25 m. et plus
- au delà de 4 m. dans les rues larges de 20 m. à moins de 25 m.
- au delà de 3 m. dans les rues larges de 15 m. à moins de 20 m.
- au delà de 2,50 m. dans les rues larges de 10 m. à moins de 15 m.
- au delà de 2 m. dans les rues larges de moins de 10 m.

b) lorsque les travaux sont imputables à un accident dont l'auteur est inconnu.

Article 6.- Devant une entrée cochère les dispositions de l'article 4 sont applicables quelle que soit la largeur des trottoirs.

Article 7.- Les frais sont également à charge de l'Administration Communale lorsque les travaux sont dus à l'élargissement ou à la modification du niveau des voies carrossables, pour autant qu'un trottoir, conforme aux présentes dispositions, existe au moment des travaux. À cet effet, l'Administration Communale fera dresser un état des lieux, préalablement à l'exécution des travaux. L'absence d'état des lieux vaut pour accord de l'Administration quant au bon état du trottoir. Si, au moment des travaux, le trottoir est pourvu d'un revêtement non conforme aux prescriptions du présent règlement, le propriétaire ne paiera que le coût des matériaux prescrits, la mise en oeuvre tombant également à charge de l'Administration Communale.

TITRE II

Des matériaux et de leur mise en oeuvre.

Article 9.- Les trottoirs seront uniformes. Ils seront construits à l'aide de dalles de béton dont les dimensions sont 30' x 30' x 6 cm., de briques de béton dont les dimensions sont 22' x 10' x 7 cm. et de pavés de béton à emboîtements dont l'épaisseur est de 13' cm.

Article 10.- Les dalles de béton sont placées sur un lit de sable de carrière neuf de sept centimètres d'épaisseur, mesurée après usage et dans un bain flottant de mortier de ciment de deux centimètres d'épaisseur. Les joints auront une largeur de deux millimètres au plus, et sont obturés au moyen d'un coulis composé de sable et d'eau. Les joints continus sont perpendiculaires à l'alignement de la rue, les dalles étant placées en quinconce. Les morceaux de dalles sur champ, de même que des portions de dalles de moins de 10 cm. de largeur ne pourront être mis en oeuvre. Au besoin les dalles voisines seront recoupées sur la largeur requise.

Article 11.- Devant les entrées cochères à usage de véhicules dont le poids total au sol est inférieur à 2.500 kg., le revêtement de trottoir sera constitué de briques de béton posées à plat, sur une fondation en béton maigre ou de laitier de 10 cm. d'épaisseur, avec interposition d'une couche de sable de 5 cm. d'épaisseur.

Les joints entre les briques auront 1 cm. de largeur et seront remplis de mortier de ciment et sable de rivière, lissé à la règle. Les joints continus seront perpendiculaires à l'alignement, les briques étant posées en quinconce.

Article 12.- Devant les entrées cochères à usage de véhicules dont le poids total au sol peut dépasser 2.500,- kg., le trottoir sera constitué de pavés de béton à emboîtement, placés sur une fondation en béton maigre ou le laitier de 20 cm. d'épaisseur, avec interposition d'une couche de sable de 5 cm. d'épaisseur. Les joints entre les pavés seront remplis de sable.

Article 13.- Si l'aménagement, la transformation ou la suppression d'une entrée cochère implique l'exécution de travaux à la bordure de la chaussée, le coût desdits travaux est également supporté par le propriétaire riverain intéressé, quelle que soit la largeur du trottoir.

Article 14.- La pente transversale des trottoirs sera de trois centimètres par mètre. En raison de la disposition des lieux ou de l'abaissement de la bordure devant une entrée cochère, une autre pente peut être adoptée.

Article 15.- A titre de dérogation, le collège des Bourgmestre et Echevins peut décider que le trottoir, situé devant les propriétés non bâties ou non clôturées à front de rue, pourra être constitué d'une passerelle de trois dalles de largeur. Le(s) côté(s) libre(s) de la passerelle sera sera bordé(s) d'une dalle sur champ mesurant 30 x 15 x 6 cm.

TITRE III

Travaux nécessaires.

Article 16.- Les propriétaires riverains pourront être autorisés par le collège des Bourgeois et Echevins, à pratiquer dans le trottoir des ouvertures pour l'introduction des provisions de chauffage ainsi que des soupiraux. La saillie de ces ouvrages ne peut dépasser 60 cm depuis l'alignement. Ils seront couverts soit d'un chassis fixe à lilles lumineuses, soit d'un couvercle métallique donnant toute garantie au point de vue sécurité publique. Les couvercles devront être pourvus d'un système de fixation évitant qu'ils puissent être couverts de la voie publique.

Article 17.- Les chassis ou couvercles devront être établis au niveau du trottoir. Cette mise au niveau sera assurée par la seule intervention du propriétaire, au moment de la construction du trottoir. De même en cas de reconstruction pour une autre cause que celle reprise à l'article 8, il appartiendra au propriétaire de faire régler exactement le niveau des lits chassis et couvercles.

Article 18.- Gargouilles en fonte.

Aucun égot, aucune gouttière ne peut avoir sa décharge sur le trottoir, aucune rigole ne peut être creusée à la surface du trottoir. Pour les nouvelles constructions ou les immeubles subissant des transformations en façade, les gargouilles sont prohibées. Les gargouilles actuellement existantes peuvent être conservées aux conditions suivantes : elles seront en fonte et la face visible sera gaufrée; il y sera pratiqué une rainure pour en faciliter le nettoyage. Les gargouilles seront établies sur un lit de mortier de 3 cm. d'épaisseur étendu sur une couche de sable qui aura primitivement 15 cm. d'épaisseur et qui sera réduite à 10 cm. par le pilonnage et l'arrosement.

On ajustera aux gargouilles les tuyaux de descente appliqués le long des murs de face et servant à l'écoulement des eaux pluviales; ces tuyaux devront être en fer à partir de leur orifice inférieur jusqu'à la hauteur de un mètre cinquante cm. au-dessus du niveau du trottoir. L'établissement et l'entretien des gargouilles seront à charge des propriétaires, conformément aux dispositions de l'article 17.

Article 19.- Enseignes.

Le placement et l'encastrement d'enseignes dans les trottoirs est interdit.

Article 20.- Le remplissage des citernes à mazout ou à essence établies à l'intérieur des immeubles se fera par l'intermédiaire d'un pot en fonte, placé dans le trottoir contre la bordure. Ce pot sera établi sur un massif de fondation et le couvercle du pot affleuraera avec le pavement ou le dallage du trottoir.

La conduite souterraine de remplissage partant de ce pot et devant rejoindre le réservoir sera normale à la bordure et sera posée à 30cm. minimum de profondeur sous le niveau du trottoir. Elle sera placée dans un fourreau en fonte ou en acier; l'espace libre entre la gaine et la conduite devra être rempli d'un produit inerte et incombustible comme le sable ou la terre.

Article 21.- Il ne pourra être posé dans les trottoirs ni bornes, ni boules formant chasse-neiges.

Cette interdiction ne s'applique pas aux bornes posées aux angles des portes cochères et qui font corps avec les bâtiments. La saillie maximum de ces bornes sur la plinthe ne pourra dépasser 15 cm.

Article 22.- Les décoratifs ne peuvent être placés dans le trottoir. Ils seront scellés dans le soubassement de façade et leur saillie sur le nu de ce soubassement ne pourra dépasser 7 cm.

Les décoratifs existants qui ne répondent pas à ces conditions devront être supprimés dès que l'administration communale en donnera l'ordre.

Article 23.- Ouvertures de tranchées.

Les travaux de réparation des trottoirs consécutifs aux ouvertures de tranchées dans les voies publiques seront effectués par les différents services, régies ou particulières, sous la surveillance des agents de l'administration en appliquant les normes reprises au présent règlement.

TITRE IV

Contraventions - Pénalités.

Article 24.- Les contraventions au présent règlement seront constatées par procès-verbaux ou rapports des officiers de la police compétents ou par tous autres moyens légaux, et ce, simultanément à charge des propriétaires, architectes, entrepreneurs, maîtres-maçons ou toutes autres personnes chargées de la direction ou de l'exécution des travaux. Ces contraventions seront punies des peines de simple police.

Article 25.- Outre la pénalité, le tribunal prononcera, s'il y a lieu, la réparation de la contravention, en condamnant les contrevenants, soit à payer le coût de la mise en état suivant les dispositions du présent règlement, soit à rétablir les lieux dans leur état primitif par la démolition, la destruction ou l'enlèvement des ouvrages constituant la contravention, l'Administration communale étant autorisée à se constituer au besoin partie civile.

TITRE V

Dispositions finales.

Article 26. - Les propriétaires auront à se conformer aux indications qui leur seront données par l'Administration communale dans tous les cas prévus ou non prévus au présent règlement.

Article 27. - D'une manière générale les autorisations quelles qu'elles soient, et les contraventions ou omissions aux dispositions du présent règlement, mêmes tolérées ou permises expressément, ne pourront engager en aucune façon la responsabilité de l'Administration communale.

Article 28. - Toutes dispositions contraires à celles du présent règlement sont rapportées.

Ainsi délibéré en séance du 20 janvier 1967.

Par ordonnance :
Le Secrétaire communal,
(s) A. VANDERVELLEN.

Le Bourgmestre-Président,
(s) P.L. VRIJNDAGS.

SERVICE 11
N° 11/13672/881

La Députation permanente a pris connaissance de la présente délibération en séance du 31.3.1967

Pour le Gouverneur,
Le Chef de Division délégué
(s) A. BARBE

Le présent règlement a été publié et affiché à Evere, le 17 avril 1967.

Par ordonnance :
Le Secrétaire communal,
(s) A. VANDERVELLEN

Le Collège,
(s) A. GILLES.

E

REGLEMENT GENERAL SUR LES BATISSES

TITRE I.- De l'autorisation de bâtir.

Travaux nécessitant une autorisation de bâtir.

Article 1.- Nul ne peut, sans autorisation préalable du Collège des Bourgmestre et Echevins, exécuter ou faire exécuter un ouvrage de bâtisse quelconque, sur quelque terrain que ce soit, sans que l'énumération qui suit soit restrictive :

- construire, reconstruire, changer ou démolir un bâtiment, un mur, une clôture;
- établir, renouveler une couverture de toiture ou de mur;
- exécuter un déblai ou un remblai,
- creuser ou réparer un puits;
- construire, réparer ou modifier des canalisations d'écoulement ou d'évacuation ou des installations sanitaires quelconques;
- construire ou raccorder aux égouts des décharges de quelque nature qu'elles soient;
- ouvrir une tranchée dans la voie publique;
- appropriier un local en vue d'y installer un des établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes;
- peindre, enduire, rejointoyer ou badigeonner des bâtiments et tous autres ouvrages en bordure de la voie publique ou visibles de cette voie;
- établir un appareil quelconque sur ou contre un mur longeant la voie publique.

Article 2.- Les façades des immeubles, ainsi que leurs ornements, seront constamment tenus en parfait état d'entretien et de propreté.

Dans les artères où il importe de conserver une parfaite unité, un règlement différentiel fixera l'époque et la nature des travaux de peinture à effectuer.

Article 3.- Avant d'entamer un travail quelconque de bâtisse, le propriétaire adresse au Collège une demande d'autorisation sur formulaire délivré par l'Administration communale, en double exemplaire.

Cette demande indique :

- 1°) le nom de la rue, le numéro de l'immeuble ou l'endroit où les travaux sont projetés.-
- 2°) les nom, prénom et domicile du propriétaire (n° de téléphone).-

- 3°) les nom, prénoms et domicile de l'architecte auteur des plans ainsi que son numéro d'immatriculation légale (n° de téléphone)

Une déclaration de propriété est jointe à chaque demande.

Les interventions des architectes sont régies par la loi du 20 février 1939, et les arrêtés royaux y relatifs.

Plans à joindre aux demandes en autorisation de bâtir.

Article 4. - Sauf prescriptions spéciales, toute demande en autorisation de bâtir doit être accompagnée de plans en triple expédition, dont l'une sur toile et les deux autres sur papier fort, signés par le propriétaire et l'architecte auteur des plans, teintés, cotés et orientés; le nom et l'adresse du propriétaire et de l'architecte y sont inscrits, ainsi que le numéro d'immatriculation de ce dernier.

Les plans à fournir comprennent :

A. - S'il s'agit de constructions nouvelles :

- 1°) un plan d'ensemble des bâtiments et des dépendances, avec l'indication des espaces réservés aux cours et jardins.--
- 2°) des plans des caves, du rez-de-chaussée, des étages et des combles tant des bâtiments principaux que des annexes et des arrières-bâtiments, des cours et des jardins avec leurs clôtures, éventuellement le dessin de l'implantation des arbres, des poteaux et des candélabres existant dans le trottoir ou l'accotement devant la construction projetée. (Les plans du rez-de-chaussée indiquent l'alignement de la voie publique ou du front de bâtisse réglementaire, en cas de recul).--
- 3°) des dessins de l'élévation des façades principales, des façades latérales, des façades d'annexe, des façades d'arrière-bâtiments et des pignons vus de la voie publique; l'élévation des façades principales indique la ligne de terre, les cordons, les corniches, les balcons, les bretèches et autres détails, ainsi que les corniches et faîtages des bâtiments contigus en vue de la coordination des lignes.
- 4°) des coupes perpendiculaires à la façade de toutes les constructions indiquant les épaisseurs des murs, les hauteurs des sous-sols, du rez-de-chaussée, des étages et des combles, tant des bâtiments principaux que des annexes et des arrières-bâtiments, les saillies des soubassements, des cordons, des balcons, des bretèches, des corniches et, en général, de tout empiètement sur la voirie ou sur la zone de recul; ces saillies sont déterminées en prenant comme repère le nu du mur de façade (alignement de la voie publique ou du front de bâtisse réglementaire, en cas de recul).--
- 5°) des dessins indiquant la disposition, au sous-sol, au rez-de-chaussée et aux étages, en plan et en coupe, des latrines, des vidoirs, des éyiers, des baignoires, des coquilles et des autres appareils de vidange en communication avec l'égout, ainsi que la section des tuyauteries de décharge, de chute, de ventilation, d'antisiphonage, d'écoulement des eaux pluviales.--

- 6°) un plan terrier donnant la position des puits et des citernes, ainsi que celle des fosses à fumier et à purin, par rapport aux bâtiments les plus rapprochés, et une coupe du terrain indiquant la profondeur de ces fosses, puits et citernes.-
- 7°) un plan des caves indiquant les locaux réservés aux compteurs des distributions publiques (eau, gaz, électricité, etc...), ainsi que les emplacements prévus pour ces compteurs, les canalisations d'entrée et de départ, ce plan est à compléter par des coupes et des élévations des murs et cloisons comportant l'indication de toutes les canalisations d'entrée et de départ.

Les plans repris au 1° et au 6° sont dressés à l'échelle de 5m/m par mètre, les autres plans repris aux 2°, 3°, 4°, 5° et 7° à l'échelle de 2 cm par mètre.

B.- S'il s'agit de transformations :

- 1°) les plans de la construction à transformer, conformes aux prescriptions reprises sous littera A, 1 et 2 du présent article avec repère de la partie à transformer.
- 2°) les mêmes plans et dessins que pour les constructions nouvelles dans la mesure jugée nécessaire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

C.- S'il s'agit de l'exhaussement, de la réparation ou de la reconstruction partielle ou totale d'une façade.

- 1°) un plan de la façade à modifier, sur tout son développement et sur toute sa hauteur, conforme aux prescriptions reprises sous littera A, 3 du présent article.
- 2°) un plan de la façade modifiée telle qu'elle apparaîtrait après la transformation projetée, conforme aux mêmes prescriptions.-
- 3°) des coupes et des dessins d'exécution, tels qu'ils sont prescrits sous littera A, 4 du présent article.-

F.- S'il s'agit de la construction d'un mur ou de toute clôture à rue, autre qu'une haie vive :

- 1°) un dessin de face et de plan sur tout le développement.-
- 2°) une coupe transversale indiquant les épaisseurs et hauteurs des murs en fondation et en élévation, ainsi que le niveau du trottoir et du terrain.

Si la clôture est régulière sur toute son étendue, on peut n'en donner qu'un dessin partiel, à condition de fournir une élévation totale à l'échelle réduite, qui permette de juger de l'ensemble de l'ouvrage.

E.- S'il s'agit de la construction, de la reconstruction, de la transformation ou de la suppression d'un water-closet, d'un WC ou d'une canalisation intérieure :

- 1°) un plan, au sous-sol, au rez-de-chaussée et aux étages, des installations projetées et des canalisations intérieures.--
- 2°) une coupe indiquant les tuyauteries d'évacuation et de ventilation des appareils, siphons et chambres de visite.--
- 3°) des plans et des dessins conformes aux prescriptions reprises sous lettres A, 4 et 5, du présent article.--

Article 5.- Présentation des plans.- En plan et en coupe, les maçonneries existantes à conserver sont teintées en noir, les nouvelles maçonneries en rouge, les pierres de taille en bleu, le béton armé en vert, les ouvrages à supprimer en jaune; l'élévation des façades indique par la teinte vraie la nature des matériaux employés.

Tous les plans sont pliés au format conseillé par l'Association belge de standardisation (210 mm/290 mm) et portent les titres à l'extérieur.

Article 6.- Destination des locaux.- D'une manière générale, la destination des locaux doit être indiquée sur les plans des constructions nouvelles et des transformations; pour les magasins, la nature et l'importance des dépôts sont à renseigner.

Portée des autorisations.-

Article 7.- Les autorisations délivrées en vertu du présent règlement sont accordées aux risques et périls des requérants, sans diminuer en rien la responsabilité des propriétaires, des architectes et des entrepreneurs; l'Administration se borne à vérifier si les prescriptions du règlement sont observées; l'examen des plans par ses services ne peut, en aucune façon, engager sa responsabilité.

L'autorisation délivrée est essentiellement limitative aux travaux qui s'y trouvent spécifiés en termes formels et qui figurent sur les plans approuvés par le Collège.

Les trois exemplaires des plans sont estampillés lors de la réception de la demande; un exemplaire revêtu de l'approbation du Collège est remis à la partie intéressée qui doit en suivre exactement toutes les indications avec les modifications qui y ont été apportées; cet exemplaire des plans sera tenu sur le chantier à la disposition des agents de l'Administration.

Article 8. - Les avis d'alignement en grande voirie, en voirie provinciale et en voirie communale doivent précéder l'autorisation de bâtir, qui est subordonnée à leurs conditions.

Il en est de même pour ce qui concerne :

- 1°) les autorisations afférentes aux établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes...
- 2°) les prescriptions relatives aux constructions à proximité des cours d'eau, des canaux, des chemins de fer, des parcs aéronautiques, etc...

Article 9. - L'autorisation de démolir ne sera accordée qu'après approbation préalable par le Collège des projets de reconstruction ou de restauration.

Article 10. - Les autorisations de bâtir sont considérées comme non avenues s'il n'en est fait usage dans le délai d'une année à partir de la date de l'autorisation.

Travaux de bâtisse exécutés par les Administrations publiques.

Article 11. - Les constructions et ouvrages des Administrations publiques sont soumis au présent règlement.

TITRE II. - De la disposition générale des constructions.

Bâtiments principaux. - Annexes. - Arrière-bâtiments. - Largeur de la rue.

Article 12. - Pour l'application du présent règlement, il y a lieu de considérer :

- A. - 1°) qu'est réputée comme bâtiment principal, la construction établie à l'alignement prescrit, depuis cet alignement jusqu'au premier mur postérieur percé de fenêtres indispensables à l'aération et à l'éclairage des pièces.--
 - 2°) qu'est réputée comme annexe, toute construction située en arrière de ce mur postérieur si elle est, à tous ses étages et suivant toute sa largeur, contiguë au bâtiment principal.--
 - 3°) qu'est réputée comme arrière-bâtiment, toute construction située en arrière du mur postérieur et qui n'est pas contiguë au bâtiment principal à tous ses étages et sur toute sa largeur.--
- B. - 1°) que la largeur de la rue à envisager est la largeur de la voie publique prise au milieu de la façade du bâtiment dont la construction ou la transformation est sollicitée, cette largeur se mesurant entre les limites égales de la voie publique ou entre les alignements s'il existe un plan général d'alignement dûment approuvé.

2°) que dans les voies publiques où une zone de recul est délimitée la largeur de celle-ci n'est pas un ligne de compte.

Plan général de base pour les bâtiments principaux et les annexes.-

Article 13.- Toutes les hauteurs des bâtiments principaux et des annexes s'entendent à partir d'un plan général de base qui est le plan horizontal passant par le niveau du trottoir au milieu de la façade à rue de la parcelle envisagée.

Les alignements et, en cas de recul, les fronts de bâtisse, ainsi que les limites de parcelle, sont considérés comme projetés verticalement sur ce plan.

Implantation des bâtiments principaux et des annexes.-

Article 14.- Le terrain qui peut être couvert par le bâtiment principal, annexes comprises, est limité, sauf les dérogations relatives aux saillies prévues dans le règlement :

- 1°) vers la voie publique, par l'alignement de celle-ci ou, le cas échéant, par le front de bâtisse imposé en recul.
- 2°) du côté opposé à la voie publique, par une parallèle à la limite précédente, tracée à une distance de celle-ci égale aux 3/4 de la profondeur moyenne de la parcelle, sans que cette distance puisse dépasser 20 mètres, la largeur de la zone de recul éventuelle n'étant pas comprise dans cette profondeur moyenne.

Pour les terrains ayant façade à 2 rues et ne formant qu'un lot, il y a lieu de considérer isolément chaque façade à rue et de prendre comme profondeur moyenne la moitié de la distance entre les milieux des façades, au niveau des trottoirs correspondants.

Gabarit des bâtiments principaux et des annexes.

Article 15.- En dehors des immeubles frappés de servitude publique et sauf disposition des règlements différentiels, la hauteur d'une construction est limitée, en tout point, par un gabarit tracé comme il est prescrit aux articles 16, 17 et 18 ci-après.

Les constructions existantes qui dépassent ce gabarit ne peuvent subir que des travaux de conservation et d'entretien; en cas de reconstruction ou de transformation, elles doivent être ramenées à ce gabarit.

Les cheminées de cheminée ne peuvent monter à plus de 1 mètre au-dessus du point le plus élevé du gabarit.

Article 16. - Le gabarit limitant la construction du bâtiment principal et de son annexe éventuelle, au-dessus du plan général de base, est établi comme suit :

- 1°) par un premier plan vertical élevé suivant l'alignement de la voie publique ou le front de bâtisse imposé en recul; le gabarit y est délimité :
 - a) par une 1ère ligne horizontale formant l'intersection du plan général de base, c'est-à-dire tracée au niveau du trottoir, au milieu de la façade de la construction;
 - b) par une 2ème ligne horizontale tracée au-dessus de la 1ère, à une hauteur égale à la largeur de la voie publique, sans que cette hauteur dépasse 23 mètres,
 - c) par deux lignes verticales s'élevant au droit des limites séparatives des propriétés voisines.
- 2°) par un deuxième plan vertical élevé parallèlement au premier, aux $\frac{3}{4}$ de la profondeur moyenne de la parcelle, sans que la distance entre le 1er plan vertical et le 2ème dépasse 20 mètres et sans que la distance entre le 2ème plan vertical et le fond de la parcelle soit en aucun point inférieure à 3 mètres. Le gabarit y est délimité.
 - a) par une 1ère ligne horizontale formant l'intersection du plan général de base, c'est-à-dire tracée à un niveau égal à celui du trottoir à rue de la construction, pris au milieu de la façade.
 - b) par une 2ème ligne horizontale tracée au-dessus de la 1ère à une hauteur égale ou double de la distance moyenne entre ce 2ème plan vertical et le fond de la parcelle, sans que cette hauteur dépasse la largeur de la voie publique (ou 23 mètres suivant le cas).-
 - c) par deux lignes verticales s'élevant au droit des limites séparatives des propriétés voisines.-
- 3°) par des plans verticaux élevés au droit des limites séparatives des propriétés voisines.-
- 4°) par un 1er plan à 45° passant par la ligne horizontale supérieure du gabarit à rue.
- 5°) par un 2ème plan à 45° passant par la ligne horizontale supérieure du gabarit à cour.
- 6°) par un complément de gabarit établi comme suit, si le bâtiment comporte en annexe un ou des locaux habitables de jour ou de nuit, à éclairage exclusivement latéral :
 - a) par un plan vertical, parallèle à la limite séparative de la propriété voisine, au regard des fenêtres de l'annexe et distant de 3 mètres de cette limite séparative.

Le gabarit est délimité par deux lignes horizontales, l'une formant l'intersection du plan de base (c.à.d. tracée à un niveau égal à celui du trottoir à rue de la construction, pris au milieu de la façade), l'autre tracée à 6,50 mètres au-dessus de la 1ère.

- b) par un plan à 45° passant par la ligne supérieure du gabarit de façade latérale de l'annexe.

Bâtisse dans le secteur d'angle des voies publiques.

Article 17.- Le gabarit limitant la construction du bâtiment principal et de son annexe éventuelle, au-dessus du plan général de base pour les constructions à ériger ou à transformer dans le secteur d'angle déterminé :

par les côtés de l'angle formé par les alignements des bâtisses de 2 voies publiques ou les fronts de bâtisse réglementairement imposé

et

par un arc de cercle dont le centre se trouve à l'intersection des 2 alignements de bâtisse ou des fronts de bâtisse et dont le rayon exprimé en mètres, est égal au quotient de 2.700 par le nombre de degrés que mesure l'angle, soit :

pour	30 °	rayon de	90 mètres
	45 °		60
	60 °		45
	100 °		27
	120 °		22,50

est établi comme suit :

1°) par un premier plan vertical élevé suivant l'alignement de la voie publique ou le front de bâtisse imposé réglementairement; le gabarit y est délimité :

- a) par une 1ère ligne horizontale formant l'intersection du plan général de base, c.à.d. tracée au niveau du trottoir, au milieu de la construction.-
- b) par une 2ème ligne horizontale tracée au-dessus de la 1ère, à une hauteur égale à la largeur de la voie publique, sans que cette hauteur dépasse 23 mètres; pour la voie la plus étroite, suivant une longueur égale à la largeur de cette voie, mesurée à partir du sommet de l'angle des 2 alignements, la hauteur de la 2ème ligne horizontale au-dessus de la 1ère peut être égale à la largeur de la voie la plus large sans dépasser 23 mètres.-

a) par deux plans verticaux et élevant au droit des limites des

- 2°) par un deuxième plan vertical élevé parallèlement au premier, aux $\frac{3}{4}$ de la distance moyenne mesurée depuis l'alignement de la voie publique ou le front de bâtisse jusqu'à la bissectrice de l'angle des 2 alignements du secteur, sans pouvoir être avancé à moins de 3 mètres de la limite du fond de la parcelle et sans que la distance entre le 1er plan vertical et le 2ème dépasse 20 mètres le gabarit est délimité dans ce 2ème plan vertical :
- a) par une 1ère ligne horizontale formant l'intersection du plan général de base (c.a.d. tracée à un niveau égal à celui du trottoir à rue de la construction, pris aux milieu de la façade).--
 - b) par une 2ème ligne horizontale tracée au-dessus de la 1ère à une hauteur égale à la largeur de la voie publique, sans que cette hauteur dépasse 23 mètres.
 - c) par 2 lignes verticales s'élevant au droit des limites séparatives des propriétés voisines.--
- 3°) par des plans verticaux élevés au droit des limites séparatives des propriétés voisines.
- 4°) par un 1er plan à 45° passant par la ligne horizontale supérieure du gabarit à rue.
- 5°) par un 2ème plan à 45° passant par la ligne horizontale supérieure du gabarit à cour.--
- 6°) par un complément de gabarit établi comme il est dit à l'article 16 - 6°, si le bâtiment comporte une annexe à éclairage latéral.

Pour les constructions placées au sommet de l'angle formé par les alignements des bâtisses de deux voies publiques (ou des fronts de bâtisse réglementairement imposés), le Collège pourra admettre que le plan vertical dont il est question au 2° ci-dessus soit placé au regard de chacun des alignements, à 3 mètres de distance du fond de la parcelle, quelle que soit la profondeur de celle-ci.

Pour les constructions à ériger ou à transformer dans les secteurs déterminés comme ci-dessus, les conditions suivantes sont imposées :

- 1°) tous les locaux habitables de jour ou de nuit prendront air et lumière à front de la voie publique..
- 2°) les locaux à cour ne seront, exclusivement, que des locaux de service, cuisines et offices de petites dimensions, salles de bain et W.C., ces locaux seront pourvus d'un système d'aérage indépendant du fonctionnement des portes et des fenêtres.

~~Ces conditions particulières ne seront pas exigées lorsque la distance moyenne entre le gabarit à cour et le fond de la parcelle sera égale ou supérieure à la moitié de la hauteur de ce gabarit ou lorsque cette hauteur du gabarit à cour aura été abaissée au double de la distance moyenne qui le sépare du fond de la parcelle.~~

Hauteur minimum.-

~~Article 18.- Toute construction doit présenter, suivant l'alignement ou le front de bâtisse réglementairement décrété, une façade de hauteur égale au gabarit à rue, tel qu'il est défini par les articles 16 et 17, diminuée au plus de 1/5.~~

Constructions dépassant les hauteurs normales réglementaires.

~~Article 19.- La construction et la transformation de bâtisses dépassant les maxima de hauteur fixés par les articles 16 et 17 ne peuvent être autorisées que dans les parties du territoire de la commune déterminées suivant une résolution expresse du Conseil communal, complétée par une réglementation appropriée.~~

~~Ces dépassements devront être inscrits dans un gabarit complémentaire déterminé :~~

- ~~1°) par des plans inclinés à 64° vers l'intérieur de la construction et remplaçant les plans inclinés à 45° dont il est question à l'article 16, 4° et 5°, et à l'article 17.~~
- ~~2°) par des plans inclinés à 64° passant par la ligne d'intersection des plans verticaux élevés au droit des lignes séparatives des immeubles attenants et du plan horizontal passant, au-dessus du plan de base, à une hauteur égale à la largeur de la voie publique sans être supérieure à 23 mètres.~~

Hauteurs des rez-de-chaussée et étages des bâtiments servant à l'habitation.

~~Article 20.- Les pièces habitables de jour et de nuit doivent présenter une hauteur minimum de 2,50 m. au rez-de-chaussée et aux étages.~~

Profondeur des locaux d'habitation.

~~Article 21.- La profondeur des locaux d'habitation mesurée normalement au plan des baies servant réglementairement à leur éclairage ne peut être supérieure au double de la hauteur sous plafond.~~

Article 20.- (Suite)

~~Le sol de marche des locaux habitables de jour ou de nuit du rez-de-chaussée ne peut être placé à plus de 1 mètre sous le niveau du trottoir. Les locaux de sous-sols, situés à une profondeur supérieure à un mètre sous le niveau du trottoir, doivent être affectés exclusivement à usage de caves à charbon, à provisions, etc... leur hauteur minimum doit être de 2,10 mètres. La mesure des hauteurs est à prendre entre le plancher ou le pavement et le dessous du plafond.~~

~~Lorsque le rez-de-chaussée est affecté à des locaux de service tels que garage, buanderie, dépôts de combustible, à l'exclusion de toute pièce habitable, la hauteur sous plafond peut être ramenée à 2,20 m. minimum. Cette latitude entraîne pour conséquence l'interdiction d'affecter ultérieurement tout ou partie de ces locaux à un usage d'habitation.~~

Eclairage des locaux d'habitation et de séjour.

Article 22.— Les pièces destinées à l'habitation ou au séjour de jour ou de nuit, y compris les bureaux, doivent recevoir directement l'air et la lumière des façades antérieures et postérieures par des baies de fenêtres ouvrantes, ou bien communiquer directement par des baies mesurant au moins 2,50 m. de largeur et régnant sur toute la hauteur du plancher au plafond, avec deux pièces situées de part et d'autre répondant à ces conditions d'éclairage et d'aération, l'une des baies de communication seulement pouvant être munie d'une porte dont la partie vitrée devra occuper au moins les deux tiers de la surface.

L'ensemble des baies des fenêtres extérieures devra présenter une section nette totale donnant un éclairage intérieur moyen de 40 Lux pour les pièces habitables.

Dans le cas des locaux à usage de bureaux ou industriels, les valeurs à appliquer pour l'éclairage moyen intérieur sont celles définies par l'arrêté du Régent du 11 février 1946, relatif à la "Législation du Travail".

Dans le cas des habitations où l'on exige un éclairage moyen intérieur d'au moins 40 Lux, la surface nette des baies, surface par mètre carré de surface de plancher à éclairer, est donnée par les valeurs du tableau ci-après :

$\frac{H-h}{B}$	Sf. en m ² par m ² de plancher	$\frac{H-h}{B}$	Sf. en m ² par m ² de plancher	$\frac{H-h}{B}$	Sf. en m ² par m ² de plancher.
0,1	0,075	0,8	0,18	1,50	0,42
0,2	0,085	0,9	0,20	1,60	0,45
0,3	0,095	1,-	0,22	1,70	0,48
0,4	0,10	1,10	0,26	1,80	0,52
0,5	0,12	1,20	0,30	1,90	0,54
0,6	0,13	1,30	0,33	2,00	0,59
0,7	0,15	1,40	0,37		

H = hauteur du masque le plus défavorable par rapport au niveau du trottoir

h = hauteur du centre de la fenêtre considéré par rapport au niveau du trottoir

B = distance du masque au plan de la fenêtre

Avec des châssis en bois, la surface brute des baies est égale à 1,40 Sf.

Avec des châssis métalliques, cette surface est égale à 1,20 Sf.

~~Dans le cas où la luminosité intérieure moyenne est différente de 40 Lux, les chiffres de Sf. sont à modifier en proportion.~~

En aucun cas, le rapport de la surface nette des fenêtres à la surface du plancher qu'elles éclairent, la surface de la pièce intermédiaire étant éventuellement comprise, ne peut être inférieur à 1/5e. Les châssis-tabatières des mansardes ont au moins 80 cm X 60 cm. Les mansardes dont les fenêtres ont leur bord supérieur à moins de 2,00 mètres au-dessus du plancher, doivent être munies de moyens de ventilation agréés par le Collège.

Aération statique intérieure : Le cube minimum d'une pièce d'habitation doit être au moins de 15 mètres cubes par personne.

Arrière-bâtiments.

Article 23.-

- 1°) la construction et la transformation de l'arrière-bâtiment ne peuvent être autorisées que dans les parties du territoire de la commune déterminées suivant une résolution expresse du Conseil communal, complétée par une réglementation différentielle appropriée.
- 2°) Les arrière-bâtiments ne peuvent comporter aucun local à usage d'habitation. L'aération et l'éclairage de ces constructions doivent être assurés par un système approprié à leur destination.
- 3°) L'autorisation de construire ou de transformer un arrière-bâtiment ne peut être délivrée en fonction de deux facteurs de base déterminés comme suit pour chaque bloc de bâtisse ou de terrains à bâtir :
 - a) la zone des arrière-bâtiments définie par une figure géométrique obtuse en traçant des lignes parallèles aux alignements des voiries publiques à 30 mètres de ces alignements.
 - b) la ligne de référence déterminée en faisant passer des lignes droites par le point le plus bas des alignements du pourtour du bloc intéressé et par chacun des points de ce pourtour.

L'arrière-bâtiment doit être compris dans un gabarit déterminé comme suit :

- 1°) plans verticaux élevés au droit des lignes délimitant la zone des arrière-bâtiments.
- 2°) plans verticaux élevés au droit des limites séparatives des propriétés pour autant qu'elles soient comprises dans la zone des arrière-bâtiments.

- c) une surface établie parallèlement à la surface de référence, à 7 mètres au-dessus de celle-ci.

Exceptionnellement, l'arrière-bâtiment peut s'élever en tout ou en partie au-dessus de la surface définie au littera c, sans pouvoir toutefois dépasser la hauteur de 10 mètres, à compter de la surface de référence. dans ce cas, le gabarit devra être complété par des plans verticaux parallèles à ceux définis au littera a et distants de ceux-ci d'une longueur égale à la différence entre la hauteur de la bâtisse au-dessus de la surface de référence générale et 7 m.

Si l'arrière-bâtiment comporte des parties à éclairement latéral, celles-ci doivent être comprises dans le gabarit déterminé comme il est dit ci-avant; ce gabarit sera, dans ce cas, complété par un plan vertical parallèle à la limite de la propriété voisine (au regard des fenêtres), à une distance égale à la moitié de la hauteur de la bâtisse, mesurée au-dessus de la surface de référence.

- 4°) L'autorisation de construire ou de transformer un arrière-bâtiment dont la hauteur ne dépasse pas de plus de 3,50 m. la surface de référence, peut être délivrée sans limitation de superficie.

Cet arrière-bâtiment doit cependant se trouver à 3 mètres de distance au moins de la façade postérieure du bâtiment principal, si la construction du bâtiment intérieur a été effectuée avant celle du bâtiment principal. L'autorisation de bâtir de celui-ci ne pourra être délivrée que si cette distance de 3 m. est observée, le cas échéant la façade antérieure du bâtiment intérieur devra être reculée dans la mesure nécessaire.

- 5°) Une liaison peut être établie entre le bâtiment principal et l'arrière-bâtiment, elle ne pourra pas dépasser la hauteur de 3,50 m au-dessus de la surface de référence et devra correspondre soit avec un dégagement, soit avec un local non habitable du bâtiment principal, en telle manière qu'il ne soit apporté aucune restriction à l'éclairage ni à l'aération des locaux habitables de jour ou de nuit de ce bâtiment principal.

TITRE III.- Des zones de recul.-

Article 24.- En dehors des immeubles frappés des servitudes publiques et sauf dispositions de règlements différentiels, toute zone de recul es assujettie aux prescriptions des articles suivants.

Plantations.-

Article 25.- La zone de recul doit être aménagée en jardinet, suivant un plan à soumettre à l'agrégation du Collège des Bourgmestre et Echevins; le tiers au moins de la surface de la zone de recul doit être planté et parfaitement entretenu en tout temps, les plantations à hautes tiges y sont interdites.

Cette zone de recul devra conserver constamment cette affectation de jardinot, à l'exclusion de tout autre usage. La zone de recul ne peut être utilisée par aucune exploitation.

Il ne peut être rien établi ni déposé dans la zone de recul qui puisse nuire à la viabilité ou à la beauté de la voie publique.

Niveaux.-

Article 26.- Le sol de la zone de recul doit être dressé de manière à présenter une rampe régulière qui ne peut dépasser 5 centimètres par mètre.

Article 27.- Au raccordement de la zone de recul avec la voie publique, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut imposer l'établissement d'un puisard raccordé à l'égout, capable de recevoir les eaux de ruissellement.

Clôtures.

Article 28.- Les zones de recul doivent être clôturées tant sur les limites mitoyennes qu'à l'alignement de la voie publique, comme il sera spécifié dans le règlement spécial créant la servitude, ou bien, en l'absence de règlement spécial, suivant des plans à soumettre à l'agrément du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Les clôtures doivent se trouver sur l'alignement décrété. Les baies seront régulièrement taillées afin d'éviter toute saillie sur l'alignement décrété.

Les soubassements peuvent faire saillie sur cet alignement dans les conditions prescrites au présent règlement pour les constructions.

Constructions.-

Article 29.- Les bâtisses érigées à l'alignement de la zone de recul peuvent présenter des avant-corps ou terrasses.

Ces ouvrages doivent satisfaire aux conditions générales suivantes :

- a) ils ne peuvent s'étendre sur plus des 2/3 de la largeur de la façade.
- b) leur saillie ne peut dépasser en aucun cas 1,50 mètres.
- c) latéralement, ils doivent rester à une distance des propriétés voisines telle qu'aucune de leurs parties ne dépasse les limites d'un gabarit formé par 2 plans verticaux à 45° rencontrant la façade à la mitoyenneté, sans pouvoir prendre naissance à l'alignement des bâtisses, à moins de 0,60 m. de cette limite mitoyenne.

Des escaliers donnant accès au rez-de-chaussée et aux terrasses pourront être établis avec une saillie supplémentaire de 0,75 m. sur le maximum fixé au paragraphe b.

Caves.

Article 30. Des caves réservées exclusivement à l'approvisionnement du combustible peuvent être établies dans le sous-sol des zones de recul, à condition que soit maintenue une épaisseur de terre de 0,60 m. minimum sur toute la superficie, afin d'assurer les plantations.

TITRE IV.- Clôtures des propriétés longeant la voie publique.

Article 31. Tout propriétaire d'un terrain longeant la voie publique est tenu de le clôturer par un mur ou un grillage, à établir suivant l'alignement décrété ou le front de bâtisse réglementaire.

Cet ouvrage doit présenter une hauteur minimum de 2,50 m. à partir du niveau du trottoir, avoir un aspect esthétique et présenter une plinthe de la hauteur minimum de 0,50 m. et des couvertures de l'épaisseur minimum de 0,10 m. cette plinthe et cette couverture doivent être en pierre de taille ou en matériaux artificiels, durs, imperméables et résistant aux intempéries.

La maçonnerie de cet ouvrage doit avoir 0,25 m. ou 1,5 brique d'épaisseur, à moins que le niveau du terrain ne soit plus ou moins élevé que celui de la rue dans ce cas, il est établi un mur de soutènement ayant l'épaisseur déterminée par les règles de l'art.

Devant tout terrain vague dépourvu de constructions ou d'installations quelconques, le Collège peut autoriser le placement d'une clôture provisoire en planches, entreillis, en métal déployé ou en plaques de béton, du modèle prescrit par l'Administration, si le terrain vague se trouve à front d'une voie publique pour laquelle une zone de recul est décrétée, cette clôture provisoire doit être faite exclusivement entreillis ou en métal déployé, suivant le modèle imposé par l'Administration.

Pour les terrains affectés à la culture, le Collège peut autoriser le placement d'une haie vive.

TITRE V.- Aspect des façades et des parties de construction vues de la voie publique.

Article 32. L'autorisation d'ériger une nouvelle construction, de transformer ou de reconstruire un bâtiment existant n'est accordée par le Collège que si les ouvrages projetés concourent à donner ou à conserver à la voie publique son caractère de beauté, compte tenu notamment de son importance, de sa situation et des constructions déjà érigées.

A cet effet, le Collège peut exiger du requérant, au préalable soit le profilé de la construction au moyen de gabarits, soit la production d'une perspective à grande échelle de la construction projetée et de ses abords.

Article 33.— Les parties de bâtisse visibles de la voie publique (façades postérieures, retours de façades, pignons, murs dépassant les constructions voisines, souches de cheminées, cages d'ascenseur, etc...) doivent être traitées dans le style du bâtiment et avec les mêmes matériaux que la façade principale.

Ces parties extérieures ne peuvent être peintes, enduites ou rejointoyées en des couleurs pouvant nuire au caractère ou à la beauté des voies publiques, il est interdit d'y faire des inscriptions publicitaires.

TITRE VI. — Des murs de fondation.

Article 34.— Les fouilles nécessaires pour l'établissement des fondations doivent être creusées jusqu'au sol stable et résistant; toutefois, la face supérieure des fondations des murs en façade devra toujours être établie à 2,50 m. en dessous du niveau du trottoir.

Si le bon sol se trouve à une certaine profondeur et qu'il est nécessaire de recourir à des moyens artificiels tels que : battage des pieux, poutres, plateaux, faux puits, etc... le premier bâtisseur à défaut d'accord avec les propriétaires voisins, est obligé d'établir les murs susceptibles de devenir mitoyens à une profondeur minimum de 2,50 m. sous le niveau du trottoir, fondations non comprises.

Continuité.

Article 35.— Les murs de fondation sont continus, même au droit des baies qui sont pratiquées dans les murs des souterrains.

Contre murs.

Article 36.— A 10 cm. en avant du mur souterrain de façade à l'alignement, un contre-mur d'épaisseur suffisante peut être établi : il doit avoir sa partie supérieure arasée à 20 cm. au moins en contre-bas du niveau du trottoir, l'existence de ce contre-mur ne peut jamais être invoquée comme un indice de la propriété du sol.

TITRE VII. — Des murs en élévation.

Épaisseur des façades longeant la voie publique.

Article 37.— L'épaisseur des façades longeant la voie publique est déterminée d'après la hauteur qu'elles peuvent atteindre en vertu des prescriptions du présent règlement :

dans les rues où la hauteur maximum de façade ne peut dépasser 15 mètres, l'épaisseur minimum est de :

38 cm au rez-de-chaussée ou 2 briques.

28 cm aux étages ou 1,5 brique.

dans les rues où la hauteur des façades peut dépasser 15 mètres, l'épaisseur minimum est de :

46 cm. au rez-de-chaussée ou 2,5 briques

38 cm. au 1er étage ou 2 briques

28 cm. aux étages supérieures ou 1,5 brique.

Épaisseurs des façades postérieures et des murs parallèles ou de refend.

Article 38.— L'épaisseur des façades postérieures, des murs parallèles ou de refend, servant à supporter des gîtages, ne peut être moindre de 38 cm. ou 2 briques au rez-de-chaussée, et de 28 cm ou une brique et demie aux étages.

Épaisseur des façades des arrière-bâtiments.

Article 39.— Les façades des arrière-bâtiments ne peuvent avoir une épaisseur moindre de 28 cm. ou 1,5 brique .

Réduction d'épaisseur.

Article 40.— Si les façades sont totalement construites en d'autres matériaux plus résistants que la brique, ou s'il s'agit de constructions à ossature complète en béton armé ou métallique, le Collège peut admettre des épaisseurs moindres que celles déterminées ci-dessus.

Il en est de même pour les murs de refend servant à supporter des gîtages qui seraient remplacés par des poutres en acier ou en béton armé.

Épaisseur des murs pignons.

Article 41.— L'épaisseur des murs mitoyens (plâtrages non compris) est de 28 cm ou 1,5 brique.

Exhaussement des bâtiments.

Article 42.— L'exhaussement de tout bâtiment ne répondant pas aux prescriptions des articles 38, 39, 40 et 41 est interdit.

Revêtement des façades longeant la voie publique.

Article 43.— Les revêtements des façades longeant la voie publique sont établis en matériaux durs, imperméables et résistants aux intempéries. Peuvent être utilisés : la pierre naturelle (granit, petit granit, pierre blanche, marbre, etc...), les carreaux de grès, de céramique, les briques spéciales de parement et la pierre reconstituée.

Le verre poli en plaques ou en carreaux peut être employé, pour le rez-de-chaussée seulement, à l'exclusion de la plinthe (0,50 m. de hauteur), à exécuter suivant les prescriptions de l'alinéa suivant.

Les revêtements en plaques sont fixés au moyen d'attaches en cuivre ou en fer galvanisé, scellées dans la maçonnerie des façades.

Les revêtements en carreaux sont fixés sur un treillis scellé dans la maçonnerie des façades ou sur des supports d'un modèle à agréer par le Collège.

En cas de transformation, les revêtements des façades pourront présenter une saillie de 5 cm. sur l'alignement prescrit.

Montant d'angle.

Article 44.— A la rencontre de deux alignements, le montant d'angle qui est exposé à recevoir des chocs accidentels violents, est en pierre de taille appareillée, en béton armé ou en acier, à l'exclusion formelle de la fonte.

Seuils et linteaux. Façades ou constructions en pan de bois. Balustrades, couvertures, couronnements, etc...

Article 45.— Les seuils et linteaux des baies sont en pierre, en matériaux artificiels durs et imperméables, ou en métal.

Toute façade ou construction en pan de bois est prohibée. Les seuils et les linteaux en bois pour portes et fenêtres sont également prohibés.

Les balustrades, les couvertures et les couronnements des attiques ainsi que les rampants et gradins de pignon à la partie supérieure des façades sont en pierre de taille, en métal ou en matériaux artificiels durs, à agréer par le Collège; il en est de même pour les couvertures des pignons mitoyens visibles de la voie publique, et les couvertures des souches de cheminée sortant des versants longeant la voie publique.

Trous d'échafaudage.

Article 46.— Toute façade à front de rue doit être percée de trous d'échafaudage en nombre suffisant.

Murs liaisonnés, ancrages.-

Article 47.- Tous les murs de façade et de refend et les murs mitoyens doivent être liaisonnés à leurs jonctions, et être ancrés au droit des planchers.

Plaques indicatrices des rues et autres appareils.

Article 48.- Les propriétaires sont tenus de laisser établir dans les façades des écritaux ou plaques portant les noms des rues et de laisser sceller tout support ou appareil quelconque se rapportant à un service public ou considéré comme tel par le Collège.

Il est interdit de masquer d'une manière quelconque les ouvrages et inscriptions placés dans l'intérêt public.

En cas de transformation ou de réfection des façades, les propriétaires doivent en informer préalablement l'Administration qui jugera s'il y a lieu pour elle d'enlever ces écritaux, plaques, supports ou appareils et de les remplacer éventuellement après l'achèvement des travaux.

TITRE VIII.- Des saillies.-

Saillies fixes et saillies mobiles des façades.

Article 49.- Les saillies des façades sont fixes ou mobiles.

Sont qualifiés de saillies fixes : les socles formant la première assise, les plinthes, les seuils de porte, les marches, les bornes, les pilastres, les colonnes, les seuils de croisée, les cordons, les balcons, les bretèches, les corniches, les chéneaux et les gouttières etc...

Sont qualifiés de saillies mobiles : les persiennes, les contrevents, les enseignes, les barres de vitrine, les lanternes, etc..

Toute saillie est comptée à partir du nu de l'alignement des façades.

Saillies fixes.

Article 50.- Socles et plinthes.-

La saillie des socles et plinthes ne peut dépasser :

12 cm dans les rues de 12 mètres de largeur et plus.

7 cm dans les rues de moins de 12 mètres de largeur.

Article 51.- Première marche.-

La saillie de la première marche ne peut dépasser de plus de 5 cm le nu des plinthes.

Article 52.- Colonnes et pilastres.-

La base des colonnes et pilastres ne peut avoir au niveau du trottoir qu'une saillie de 12 cm. en dehors de l'alignement des plinthes, dans les rues de 12 m. de largeur et plus, et de 5 cm. dans les rues de moins de 12 m. de largeur.

Il est permis de donner aux pilastres et aux colonnes une saillie plus forte, à la condition d'établir l'excédent de saillie en arrière de l'alignement de la propriété, de manière que le nu du mur de face forme arrière-corps à l'égard de cet alignement; les angles de la façade doivent être raccordés avec les façades contiguës.

Au-dessus de la plinthe, le pilastre ou la colonne ne peut former sur l'alignement une saillie supérieure à 12 cm. dans les rues de 12 m. de largeur et plus, et à 7 cm. dans les rue de moins de 12 m. de largeur.

Article 53.- Seuils et cordons.

La saillie des seuils des croisées et des cordons ne peut dépasser :

- 15 cm. dans les rues de 12 m. de largeur et plus.
- 12 cm. dans les rues de 7 m. jusqu'à 12 m. exclusivement.
- 7 cm. dans les rues de moins de 7 m.

Article 54.- Entablement.-

Il ne peut être établi d'entablement à moins de 2,50 m. de hauteur à partir du niveau du trottoir.

La saillie d'entablement ne peut dépasser 20 cm.

Article 55.- Portes et fenêtres.

Les portes et fenêtres du rez-de-chaussée et des souterrains ne peuvent s'ouvrir extérieurement. Toutefois, la manoeuvre des vantaux peut se faire du côté de la voie publique, à la condition de ne pas dépasser la saillie de la plinthe. Quant aux portes des souterrains, le Collège peut en autoriser la manoeuvre à l'extérieur lorsqu'elle ne présente aucun inconvénient pour la circulation.

La fermeture des vitrines se fait au moyen d'un volet roulant ou glissant ou d'une grille fixe ou rétractile.

Article 56.- Balcons.-

Des balcons peuvent être établis en façade principale, dans les rues de 8 m. de largeur minimum.

Les balcons ne peuvent avoir plus de 70 cm. de saillie dans les rues en dessous de 12 m. de largeur, et plus de 90 cm. dans les rues plus larges. Mesures prises entre le nu du mur de face et l'extrême saillie du balcon.

Les balcons doivent être construits en métal (à l'exclusion de la fonte), en pierre de taille ou en béton armé. Ils sont encastrés dans la façade sur toute l'épaisseur du mur qui les surmonte et doivent être établis à une hauteur de 3 m. au moins au-dessus du trottoir, en tout point.

Les consoles ou culs-de-lampe sont encastrés sur toute l'épaisseur du mur qui les surmonte. Ils ne peuvent faire aucune saillie sur l'alignement à moins de 2,50 m. du niveau du trottoir.

L'emploi du béton armé peut être autorisé également pour les consoles, culs-de-lampe, tablettes des balcons, à condition que ces ouvrages soient revêtus extérieurement d'un enduit simili-pierre décoratif, d'une adhérence ou de tout autre mode de revêtement à agréer par le Collège.

Les balcons sont obligatoirement surmontés de balustrades en pierre, métal ou matériaux résistants, non gélifs et solidement établis.

Article 57.- Bretèches.-

Il peut être établi, au-dessus du rez-de-chaussée de la façade des constructions fermées en encorbellement et formant bretèches, dans les voies publiques de 8 mètres de largeur minimum.

Ces bretèches ne pourront avoir plus de 70 cm. de saillie dans les rues en dessous de 12 m. de largeur, et plus de 90 cm. dans les rues plus larges, mesuré prise entre le nu du mur de face et l'extrême saillie de la bretèche.

Aussi bien pour la construction elle-même que pour les consoles et accessoires, les bretèches sont soumises aux prescriptions définies à l'article 56 concernant les balcons.

Toutes les saillies des constructions sont inscrites dans un gabarit limite latéral déterminé par un plan vertical à 45 ° rencontrant l'alignement de façade à la mitoyenneté; ces saillies ne peuvent prendre naissance à moins de 0,50 m. de la limite mitoyenne mesurée prise sur ledit alignement.

Les largeurs cumulées des bretèches n'excèdent pas les deux tiers du développement total de la façade.

Aux niveaux des différents étages, toutes les faces des bretèches sont vitrées; il ne peut y être établi de W.C.

Article 58.- Corniches.-

La saillie des corniches de couronnement ne peut dépasser le 1/20e de la largeur de la rue, ni excéder 1,50 m.

Les corniches sont encastrées dans la façade sur toute l'épaisseur de celle-ci.

Le placement de consoles en plâtre sous les corniches est interdit.

Saillies mobiles.-

Article 59.- Stores extérieurs.

Il peut être posé des stores extérieurs. Ceux-ci ne peuvent descendre à une distance moindre de 2,20 m. du trottoir.

Les supports des stores ne peuvent être fixés à une hauteur moindre de 2,20 m. du trottoir et doivent être munis d'arrêts fixes qui les empêchent de descendre plus bas.

La saillie des stores doit rester à 35 cm. au moins en arrière de l'alignement du trottoir.

Les stores ne peuvent masquer aucun objet placé dans l'intérêt public.

Article 60.- Marquises-auvents.

Le Collège peut autoriser, à titre précaire et révocable en tout temps, l'établissement de marquises-auvents contre la façade des bâtiments.

L'ossature de la charpente doit être en fer ou en béton armé et doit éventuellement reposer sur des consoles de même nature encastrées et ancrées dans la façade. Les marquises doivent être établies à une hauteur de 3m. au moins au-dessus du niveau du trottoir, en tout point.

Les consoles doivent être placées de façon que leur partie inférieure soit à une hauteur minimum de 2,50 m. du trottoir. La saillie de la marquise doit rester au moins à 0,35 m. en arrière de la bordure du trottoir.

Les marquises peuvent être complétées par des lambrequins de 0,50 m. de hauteur maximum, placés au-dessus de la hauteur minimum de 3 m., et en observant le retrait de 0,35 m. défini ci-avant.

Il doit être établi, sous la partie vitrée, des châssis treillagés de façon à empêcher la chute des vitres qui viendraient à se briser. Si le vitrage est en verre armé ou si la marquise est en béton translucide, l'établissement de châssis treillagés ne sera pas exigé.

Les marquises sont établies de manière à ne pas gêner la manœuvre des échelles en cas d'incendie. Le Collège peut notamment exiger que les marquises soient établies de manière qu'on puisse circuler sans danger et que les échelles de sauvetage soient installées à demeure contre la façade.

Les marquises-cavents doivent être tenues en bon état constant d'entretien et de propreté.

L'écoulement des eaux pluviales recueillies par les marquises doit être traité comme il est prescrit à l'article 91.

Enseignes.- Coissos de montre.-

Article 61.- Conditions générales.-

Les enseignes ne pourront en aucun cas masquer les baies de fenêtres, réduire l'ouverture de jour de celles-ci, cacher les appareils d'éclairage public, les horloges publiques, les plaques de rues, les signaux intéressant la circulation routière ou tout autre objet placé dans l'intérêt public.

Elles ne peuvent altérer l'aspect des voies publiques ni nuire à la physionomie des constructions.

Les enseignes sont placées parallèlement aux façades. Elles sont fixées aux murs au moyen de fortes pentures en fer scellées au plomb dans la pierre de taille, ou solidement ancrées dans la maçonnerie.

Les enseignes placées perpendiculairement à la façade sont à double face; si elles sont lumineuses ou éclairées, elles le sont sur les deux faces.

Article 62.- Petites enseignes.-

Les petites enseignes en général, écussons, plaques indicatrices, panneaux de décoration dans la hauteur du rez-de-chaussée, les tableaux, etc..., peuvent être établis à moins de 2,50 m. du niveau du trottoir et placés à plat contre les façades; leur saillie ne peut dépasser 5 cm. à compter du nu du mur de façade.

Article 63.- Niveau auquel les enseignes doivent être placées.

A l'exception des enseignes reprises ci-dessus, toutes les autres enseignes sont établies à 3 m. au moins de la partie la plus haute des trottoirs.

Article 64.- Enseignes parallèles aux façades.

Les enseignes à placer parallèlement aux façades sont appliquées contre celles-ci ou peuvent être inclinées, à la condition, toutefois, que la partie supérieure ne dépasse pas 0,50 m. de saillie, à compter du nu du mur de façade, et que la partie inférieure soit appliquée contre la façade.

Ces enseignes peuvent avoir au maximum 0,75 m. de hauteur.

Article 65.- Enseignes sur entablement ou caisses de volet de vitrine.

Les enseignes peuvent être appliquées sur les entablements de vitrine ou caisses de volet roulant, sans toutefois que la saillie, enseigne comprise, puisse dépasser celle autorisée pour ces ouvrages.

Article 66.- Enseignes sur balcons et bretèches.

Le placement d'enseignes pleines aux garde-corps des balcons aux soubassements des bretèches, est interdit. Toutefois, il est permis d'adapter sur la face parallèle à la façade de ces ouvrages, des lettres découpées appliquées à jour sur une légère monture métallique.

Ces enseignes ne peuvent en aucun cas dépasser l'appui du garde-corps du balcon ou de la bretèche. Leur saillie est limitée à 0,15 m. et leur longueur ne peut dépasser celle des ouvrages contre lesquels elles sont appliquées.

Article 67.- Entretien.

Les enseignes et tous les objets en saillie sur la voie publique doivent être maintenus en tout temps en parfait état d'entretien et de peinture.

Article 68.- Enseignes placées perpendiculairement aux façades.

Les enseignes, lanternes, réflecteurs, horloges, à placer perpendiculairement aux façades ne peuvent dépasser les limites d'un parallépipède rectangle fictif de 0,50 m. de saillie, sur 0,75 m. de hauteur.

Les potences, supports, attaches sont compris dans ces dimensions.

Les réflecteurs sont établis de façon que les rayons lumineux ne puissent être projetés vers les propriétés voisines.

Article 69.- Enseignes artistiques placées perpendiculairement aux façades.- Saillie supplémentaire.-

Des dimensions plus fortes que celles indiquées ci-dessus peuvent être autorisées pour les enseignes lumineuses et les enseignes présentant un caractère artistique.

Leur saillie maximum est de :

- 1) 2 m. dans les artères ayant un trottoir de plus de 5 m.-
- 2) 1,50m. dans les artères ayant un trottoir de 2,50 m. à 5 m.
- 3) 1 m. dans les autres artères, sans toutefois que la partie extrême de l'enseigne puisse se trouver à moins de 0,35 m. en retrait de l'aplomb de la bordure du trottoir.

Leur hauteur peut être égale au triple de la saillie permise.

Pour les enseignes lumineuses, le Collège peut, toutefois, autoriser une hauteur supérieure à celle définie ci-dessus en tenant compte de leur caractère.

Ces enseignes sont alors établies à claire-voie, sur treillage ou armature métallique, avec lettres découpées, ou au moyen de cuissons ajourés de manière à réduire au minimum la prise du vent.

Ces enseignes sont spécialement fixées aux façades au moyen d'attaches en fer et contre-plaques boulonnées prenant toute l'épaisseur du mur de façade. Elles ne peuvent être placées à moins de 60 cm de la mitoyenneté que moyennant accord formulé par écrit sous signature légalisée, du propriétaire voisin.

Article 70.-- Enseignes au-dessus des corniches.

Des enseignes peuvent être autorisées au-dessus de la corniche des immeubles, elles sont en lettres découpées et ajourées. Elles sont montées sur charpente métallique, l'emploi de bois est strictement prohibé.

Le requérant a à fournir un plan détaillé de l'armature qui doit être ancrée dans l'épaisseur des murs des combles. Cette charpente doit être conçue de manière à présenter, par tous les temps la sécurité voulue.

Article 71.-- Vérification de la stabilité des enseignes au-dessus des corniches.

Les installations d'enseignes du type repris à l'article ci-dessus sont obligatoirement soumises à une vérification semestrielle.

A cet effet, le bénéficiaire fait procéder, à ses frais, par un constructeur compétent, à une vérification générale de l'état de solidité de l'enseigne, de la charpente et des modes d'attache.

Les procès-verbaux de vérification, dûment signés, sont adressés au Collège des Bourgmestre et échevins, les 1er janvier et 1er juillet de chaque année.

L'envoi des procès-verbaux ne dégage toutefois en rien la responsabilité du bénéficiaire, en cas d'accident, l'Administration communale ne pouvant en aucun cas être mise en cause.

Article 72.- Prescriptions spéciales pour les enseignes lumineuses.

Les installations électriques des enseignes doivent satisfaire :

- 1) aux arrêtés royaux en vigueur concernant la matière.
- 2) au règlement technique auquel doivent satisfaire les installations à basse et à moyenne tension des locaux ouverts ou surveillés (élaboré par le Comité d'Etudes techniques de l'Union des Exploitations Electriques de Belgique).
- 3) aux prescriptions spéciales qui sont édictées par le Service de l'Electricité.

Les enseignes utilisant pour leur alimentation du courant à haute tension sont pourvues d'un interrupteur de façade; à cet effet, un dessin de la façade est fourni, indiquant l'emplacement projeté pour le coffret de l'interrupteur.

Les enseignes lumineuses ne peuvent être mises en fonctionnement qu'après vérification par les agents du Service de l'Electricité.

L'installation doit être telle que tout contact direct ou indirect avec une partie quelconque de l'enseigne n'offre aucun danger d'électrocution.

Si cette condition n'est pas réalisée, il y a lieu de prévoir sur les conducteurs à basse tension un interrupteur multipolaire dont l'emplacement, ainsi que la position, sont indiqués par une lampe-témoin rouge. Ce dispositif de sécurité doit être logé dans un coffret étanche placé sur la façade supportant l'enseigne à un hauteur, au-dessus du sol, qui est déterminée par l'Administration et à une distance horizontale maximum d'environ 5 m. comptée depuis l'axe de l'enseigne. La lampe-témoin doit être visible à travers une vitre placée dans la face principale du coffret; elle brûle tant qu'il y a passage de courant.

Aucune installation d'enseigne ne peut être réceptionnée si elle ne se trouve pas intégralement en conformité avec les prescriptions imposées par le Service de l'Electricité, l'Administration se verrait dans l'obligation après un délai de huit jours, y compris les dimanches et jours fériés, d'interrompre la fourniture de courant chez l'abonné utilisant l'enseigne, si celle-ci n'était pas en ordre.

Enseignes au néon.

En dehors des prescriptions normales imposées par le Service de l'Electricité, toute installation d'enseignes dite au néon, ou tout autre système utilisant le courant à haute tension, est muni d'un interrupteur avant transformateur sur le circuit d'arrivée du courant à basse tension. A cet effet, un dessin de la façade est fourni, renseignant l'emplacement projeté pour le coffret de l'interrupteur. Cet interrupteur est bi-polaire, de type à levier à rupture brusque, est monté sur un petit tableau en matière isolante incombustible et non hygroscopique, enfermé dans un coffret ou boîte métallique hermétique et solide, revêtu intérieurement d'une protection isolante, également incombustible et non hygroscopique.

Ledit interrupteur est surmonté d'une lampe au néon montée sur le même tableau et enfermée dans le coffret, lequel présente à la partie antérieure, vis-à-vis de la lampe au néon, une fenêtre de 5 cm de diamètre, munie d'un verre ou d'un mica très transparent.

Le couvercle du coffret est muni d'un dispositif de fermeture simple et ne présentant aucune partie sujette à oxydation rapide. Il en est de même des charnières de ce couvercle.

Ce coffret, muni de l'appareillage ci-dessus indiqué, est solidement fixé extérieurement, au mur de façade vers la rue, à un endroit facilement accessible au moyen d'une échelle.

Article 73.- Précarité des autorisations de placement d'enseignes en général.

L'autorisation de placement d'enseignes est toujours accordée à titre essentiellement précaire, elle est révoquée en tout temps après une mise en demeure notifiée par simple lettre au permissionnaire ou à ses ayants-droit, sans qu'ils puissent réclamer indemnité. Dans ce cas, l'intéressé devra remettre, à ses frais, les lieux dans leur état primitif.

Article 74.- Caractère personnel des autorisations de placement d'enseignes.

Dans tous les cas, les autorisations accordées sont essentiellement personnelles, les successeurs ou acquéreurs ne peuvent en bénéficier.

Les enseignes doivent être enlevées par les soins et aux frais du permissionnaire ou de ses ayants-droit immédiatement après qu'il aura cessé d'exploiter lui-même son commerce ou son industrie.

Au cas, où l'enlèvement n'aurait pas été effectué dans un délai de quinze jours à dater d'une mise en demeure par simple lettre, l'Administration se réserve le droit de procéder d'office à cet enlèvement et d'en recouvrer les frais et débours.

Article 75.- Coisses-montre et coissons lumineux.

Les coisses-montre, coissons lumineux, en applique sur les façades ou devantures des vitrines, peuvent être établis à 0,50 m. minimum du niveau du trottoir. Ces objets peuvent avoir au maximum 0,15 m. de saillie et 1,20 m. de hauteur. Leur largeur est déterminée dans chaque cas, sans toutefois dépasser 1 m.

Article 76.- Enseignes sur marquises-avants.

Les marquises-avants peuvent recevoir des enseignes en lettres découpées, appliquées à jour, formant fronton. Ces enseignes ne peuvent avoir plus de 1,50 m. de hauteur totale.

TITRE IX.-- Des cheminées.

Article 77.-- Les cheminées, forges, fours et fourneaux doivent être construits entièrement en matériaux incombustibles et de manière à prévenir tout danger d'incendie. Ils sont aménagés de façon à pouvoir être nettoyés facilement.

Les cheminées ont les dimensions en rapport avec l'importance du foyer qu'elles sont appelées à desservir.

Les cheminées pour foyer à gaz doivent être construites en matière imperméable résistant aux buées de condensation, et être munies d'une purge, à moins que l'appareil n'en soit muni.

Cette purge est en plomb et s'écoule à l'air libre.

Les appareils de grandes dimensions sont placés dans les locaux ne communiquant pas avec les locaux habitables. Ces locaux sont munis d'entrées d'air suffisantes pour l'alimentation du foyer et la ventilation du local.

Ces prises d'alimentation d'air et de ventilation sont établies de telle sorte qu'elles ne puissent contrarier le tirage de la cheminée.

Article 78.-- Des enchevêtrures doivent être établies en dessous de tous âtres ou foyers de cheminée.

Il est défendu de poser des âtres de cheminées sur des planches solives ou poutres en bois.

Article 79.-- Toutes les cheminées sont établies sur des voûtes en pierre, en briques ou sur dalles en béton ayant au moins 10 cm. d'épaisseur.

Article 80.-- On ne peut adosser ni manteau de cheminée, ni tuyau de cheminée contre les cloisons dans lesquelles il entre du bois.

Article 81.-- Les tuyaux de cheminée doivent être éloignés d'une longueur de brique de tout objet en bois et construits de façon à prévenir tout danger d'incendie.

Article 82.-- L'élévation des souches de cheminée au-dessus du toit (mesures prises du côté le plus bas) doit être au moins de 2 m. pour les bâtiments à front de rue et les bâtiments de derrière, quand les souches et tuyaux sont placés vers la naissance des versants du toit; cette hauteur peut être réduite s'ils sont placés à un autre point, sans toutefois être inférieure à 1 mètre.

Cheminées d'annexe.-

Article 83.- Les cheminées d'annexe, à établir à moins de 4 m. du bâtiment principal, doivent rejoindre la façade du bâtiment principal et déboucher à 2 m. au moins au-dessus de la corniche dudit bâtiment.

Les cheminées d'annexe à établir à plus de 4 m. du bâtiment principal doivent être traitées comme les cheminées des arrière-bâtiments.

La cheminée trainante ne peut former avec la verticale un angle supérieur à 30 degrés; elle est portée par une poutre métallique ou de béton armé ou est constituée d'un conduit rigide d'une seule pièce résistant aux agents de corrosion.

Cheminées des arrière-bâtiments.

Article 84.- Les cheminées des arrière-bâtiments sont élevées à une hauteur suffisante pour ne pas incommoder les voisins.

Conduits de cheminée dans un mur longeant la voie publique.

Article 85.- On ne peut établir des conduits de cheminée dans les murs longeant la voie publique qu'à la condition de laisser une maçonnerie de l'épaisseur de 18 cm. au moins entre les conduits et le parement extérieur de la muraille.

Article 86.- Aucun tuyau de cheminée ni aucun autre tuyau conducteur de fumée de vapeur ne peut déboucher sur la voie publique.

Conduits de cheminée dans les murs mitoyens.-

Article 87.- On ne peut établir ni cheminée ni conduit de cheminée dans l'épaisseur des murs mitoyens. Dans les murs mitoyens, les poutres attenantes à un foyer ne peuvent être posées qu'à la moitié de l'épaisseur des murs. Celui qui bâtit un foyer ou une cheminée contre un mur mitoyen est tenu de raccourcir les poutres de la maison voisine.

TITRE X.- Des toitures.-

Article 88.- La nature de la couverture doit être indiquée sur les plans joints à la demande de bâtir. Le genre et la nuance doivent être agréés par le Collège.

Toute couverture en chaume ou en autres matières combustibles est prohibée.

Toitures à la mansard.-

Article 89.- Le premier versant des toitures dites "à la mansard" ne peut avoir une inclinaison supérieure à 70° sur l'horizontale et sa hauteur ne peut dépasser 3,50 m.; il ne peut être couvert de tuiles, sauf toutefois pour les constructions dans lesquelles la toiture et les rampants des mansardes forment un ensemble. Dans ces cas, les tuiles sont fixées aux lattes au moyen de crochets de sûreté en cuivre. Le second versant de ces toitures, de même que les toitures ordinaires, ne peuvent avoir une inclinaison supérieure à 45° sur l'horizontale.

Sur le versant "à la mansard" sont fixés des crochets en métal en nombre suffisant pour assurer le maintien des échelles et échafauds des ouvriers couvreurs; ces crochets doivent être établis pendant la construction de la toiture.

Chéneaux.-

Article 90.- Tout bâtiment, ancien ou nouveau, longeant la voie publique, doit être garni de chéneaux en métal, d'une dimension suffisante pour recevoir les eaux pluviales. Leur largeur, dans la partie la plus étroite, doit être au moins de 40 cm.

Tout chéneau doit être conçu de façon que les débordements se fassent à l'extérieur des bâtiments.

Écoulement des eaux pluviales.

Article 91.- Si les eaux provenant des chéneaux ne sont pas ramenées dans l'habitation, elles doivent s'écouler dans des tuyaux en métal ou en autre matière à agréer par l'Administration, appliqués contre les murs de la façade et n'ayant pas plus de 0,12 m. de saillie en dehors de l'alignement; ils sont en fer ou en fonte, sur une hauteur de 2 m. au-dessus du niveau du trottoir et ont leur décharge sous les trottoirs.

TITRE XI.- Sécurité des habitations.

Article 92.- Dans tous les bâtiments, les murs doivent être construits en matériaux résistant au feu, tels que : briques, pierres naturelles, béton, béton armé ou ossature métallique enrobée dans une masse de produits mauvais conducteurs de la chaleur.

À moins qu'ils ne soient construits en matériaux résistant au feu, tous les escaliers, ainsi que leurs paliers, établis dans des maisons à logements multiples (deux et plus), doivent avoir leur plafonds de volées et de paliers enduits de plâtre sur 3 cm.

d'épaisseur minimum, de manière à constituer un matelas de protection résistant au feu.

Lorsque la séparation entre deux locaux superposés n'est pas construite en matériaux résistant au feu, cette séparation doit être protégée par un plafonnage en plâtre, de 3 cm. d'épaisseur au moins.

Si un immeuble comportant cinq appartements ou plus, superposés ou non, est desservi par un seul escalier, celui-ci doit être construit en matériaux résistant au feu.

Tout bâtiment comprenant quatre étages ou plus, doit être entièrement construit en matériaux résistant au feu, y compris les escaliers et les hourdis.

Toutes les gaines d'éclairage, d'aération ou autres, doivent être construites en matériaux résistant au feu.

Article 3.- Moyens d'évacuation, de sauvetage et d'extinction des incendies dans les immeubles habités excédant 23 m; de hauteur.

Lorsque les constructeurs sont autorisés à élever à plus de 23 m. de hauteur des locaux habités, ils sont tenus de se conformer aux prescriptions suivantes :

L'immeuble comporte au moins deux escaliers régnant sur toute sa hauteur. Ces escaliers sont disposés de telle façon que tout occupant puisse se sauver, même dans le cas où l'une des cages d'escalier est envahie par la fumée ou les flammes.

Les baies pratiquées dans les cages d'escalier sont fermées par des portes construites en matériaux résistant au feu et disposées de manière à s'opposer au passage de la fumée et des gaz.

Les escaliers doivent desservir tous les étages qu'ils traversent et aboutir au rez-de-chaussée sans pouvoir être prolongés directement vers les sous-sols.

Un passage d'une largeur minimum de 1 m. établit une communication entre les cages d'escalier à chaque étage. Ces passages et escaliers doivent toujours être laissés entièrement libres.

En outre, il est installé sur la toiture des passerelles métalliques avec garde-corps permettant d'accéder aux têtes de cheminée.

Dans au moins une des cages d'escaliers, il est installé une colonne sèche de 65 mm. montant jusqu'à la partie supérieure de l'immeuble. Sur le palier de chaque étage, il est piqué sur cette colonne une bouche d'incendie de 45 mm. conforme au type du service de distribution publique. L'extrémité supérieure de la colonne comporte une cloche à air; l'extrémité inférieure est munie d'un raccord symétrique de 65 mm. conforme au type du service public d'incendie. Ce raccord de refoulement doit être enfermé dans un coffret mural placé dans l'entrée principale.

TITRE XIII. Ecuries.

Article 94.— Les bâtiments destinés au logement des animaux domestiques chevaux, vaches, chèvres, porcs, etc... devront satisfaire aux conditions suivantes :

Ils ne pourront communiquer directement avec les pièces habitables de l'immeuble ni avec les greniers à fourrage; ils devront en être séparés par des murs pleins, par des voûtes ou par des hourdis isolants et incombustibles.

Leur capacité sera d'au moins 21 m³ par cheval ou par vache et 6 m³ par chèvre ou par porc.

Ils auront au moins 3,50 m. de hauteur; ils seront convenablement éclairés et aérés et pourvus de moyens efficaces de ventilation permanente ne pouvant incommoder ni les habitants de l'immeuble, ni les personnes du voisinage.

Le sol sera pourvu d'un pavement étanche et non poreux établi en pente convenable vers la rigole d'écoulement qui sera reliée à l'égout par l'intermédiaire d'un storffput à air libre.

TITRE XIII. — Canalisations d'évacuation.

Article 95.— Le sol des souterrains des bâtiments doit être établi à un niveau qui permette de construire une canalisation suffisante pour écouler les eaux de rebut et les déjections et de raccorder cette canalisation à l'égout en un point correspondant au niveau des matières circulant dans cet égout.

Article 96.— Lorsque les voies de communication sont pourvues d'un égout servant à écouler les eaux usagées et les matières excrémentielles, les propriétaires des terrains bâtis aboutissant à ces voies sont tenus d'établir les conduites destinées à écouler à l'égout les eaux ménagères et les déjections.

Lorsque les canalisations publiques appartiennent à un système "séparatif", les immeubles sont pourvus d'une canalisation particulière pour l'écoulement exclusif des eaux usagées et d'une autre servant exclusivement à l'écoulement des matières excrémentielles.

Article 97.- Chaque maison doit être raccordée à l'égout d'une manière indépendante.

Article 98.- Canalisations.-

Les canalisations sont établies en tuyaux de grès vernissé avec emboîtement ou en fonte inoxydable, ou en autre matière lisse, imperméable et résistant à l'action des matières; elles sont posées sur un lit de béton ou sur un lit de sable rude bien dans, de manière que le conduit porte sur toute sa longueur au fond de la tranchée. Les joints seront lutés au brai de houille préparé à l'huile verte. Ils sont étanches et, sans bavures intérieures.

Article 99.- Les canalisations sont posées au cordeau en ligne droite d'un regard à l'autre pour le conduit principal, et des appareils ou décharges aux regards.

Sous toutes les colonnes, il est prévu une courbe à grand rayon munie d'un pied présentant une base stable.

La pente des canalisations est comprise entre 3 et 5 centimètres par mètre.

En cas d'excédent de pente, celle-ci est rachetée par des chutes verticales accessibles à leurs extrémités.

La partie supérieure du collet des canalisations se trouve à 10 cm. au moins au-dessous du niveau du sol; partout où une conduite traverse un mur, on établit au-dessus de celle-ci une voûte ou un linteau solide en prévision du tassement, laissant au-dessus de la conduite un vide d'au moins 10cm.

La section de la pente doit être calculée en tenant compte des débits et de façon à assurer un écoulement parfait sans stagnation de matières.

Tout embranchement, changement de direction, disconnecteur, est pourvu d'un regard de visite suffisamment spacieux pour permettre visite et curage aisés; ces regards de visite doivent être placés exclusivement dans les dégagements, les couloirs, les cours basses et les cours.

Pour les canalisations en grès, ces regards de visite sont constitués par un caniveau 1/2 section pour le conduit principal, les embranchements par des caniveaux 3/4 infléchis dans le sens de l'écoulement et construits de telle sorte qu'ils envoient, sans éclaboussures, matières et eaux dans le caniveau 1/2 section du conduit principal.

Les murs et les caniveaux sont reliés par des banquettes arrondies présentant une pente accentuée vers le caniveau principal. Les banquettes et murs sont soigneusement cimentés et lissés.

Article 100.- Canalisation suspendue.-

Si la profondeur de l'égout ne permet pas le placement de la canalisation sous terre, comme par exemple si les caves ou sous-caves de l'immeuble sont plus profondes que l'égout public, la canalisation est suspendue soit au mur, soit au plafond, ou bien elle sera placée sur banquette.

La canalisation sur banquette ou suspendue doit être exécutée en fonte sanitaire, de forte épaisseur.

Article 101.- Elévation des eaux d'égout.

L'emploi des appareils élévateurs pour relever les eaux-vannes provenant de locaux situés en contre-bas de l'égout est autorisé sous réserve d'agrément par l'Administration communale.

Article 102.- Siphons pour l'extérieur.

Ces coupe-air sont en grès ou en fonte suivant la nature du matériau de l'égout afin de permettre un joint hermétique à celui-ci. Ils sont de forme simple et tubulaire; la branche amont en cuvette est d'un diamètre plus grand ou de forme tronconique, afin de pouvoir être surmontée d'une grille dont la somme des sections des ouvertures de passage d'eau est au moins équivalente à la section de la branche aval du coupe-air.

Si la tête du siphon doit être insérée dans les carrelages, cette tête est mobile et conçue pour permettre un joint parfait avec la cuvette.

Pour les eaux qui ont ruisselé sur le sol des jardins ou autres espaces non pavés ou qui proviennent des écuries, étables, porcheries, etc..., les siphons d'eau peuvent être munis d'un panier mobile destiné à retenir les feuilles, la paille, le gravier ou la terre; une tige faisant corps avec le panier permet l'enlèvement des dépôts. Ces siphons doivent avoir une immersion plus grande que les siphons ordinaires afin d'éviter que, lors de l'enlèvement du panier, l'abaissement du plan d'eau ne permette l'échappement des gaz d'égout.

Les eaux pluviales qui doivent être conduites à l'égout se déversent sur un siphon ventilé. Si elles sont conduites dans une citerne, le trop-plein de celle-ci se déverse sur un siphon ventilateur dans des conditions telles que les eaux d'égout ne puissent refluer vers la citerne.

Ce siphon ventilé est construit comme les siphons de cour, mais la cuvette est munie d'embranchements recevant les décharges des appareils. Ces embranchements doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- 1) être infléchis dans le sens de l'écoulement par une courbe permettant l'écoulement des eaux avec le minimum de remous pour éviter le battage des eaux (notamment des eaux savonneuses).
- 2) présenter une différence de niveau entre le plan d'eau et l'entrée de la cuvette de la moitié du diamètre du siphon, afin de permettre que le siphon soit librement en charge pendant l'écoulement et que, d'autre part, il puisse présenter une dénivellation à la pression éventuelle des gaz d'égout.
- 3) être de construction permettant une orientation exacte pour les embranchements et sorties (c'est-à-dire qu'il est généralement utile d'employer un siphon de cour de trois pièces, savoir : l'inférieure étant le coupe-air proprement dit, pouvant être tourné dans tous les sens vers le drain; la moyenne étant la cuvette pour être dirigée vers la (ou les) décharge(s); et la supérieure étant une tête mobile pouvant être parfaitement insérées dans les carrelages.)

Article 103.- Siphons ventilés couverts.

Si les dispositions de l'immeuble ne permettant pas le placement des siphons à l'extérieur, on peut les placer à l'intérieur dans un endroit aisément accessible, à condition de remplacer la grille par un regard hermétique à double fermeture, et de mettre le siphon en communication avec l'air extérieur.

Article 104.- Siphon disconnecteur.

Un disconnecteur de la canalisation doit être placé à l'entrée de la propriété.

Si le mur de face se trouve à front de rue, le disconnecteur se place à l'intérieur, au voisinage du mur de face.

Le siphon disconnecteur est de même matière que celle employée pour l'égout, il est de faible capacité afin que l'eau retenue soit renouvelée fréquemment; il est de forme tubulaire et présente une chute de 7 cm. minimum à l'entrée.

Le disconnecteur est parfaitement accessible, à cette fin, il est muni vers l'aval d'une tubulure de visite fermée par un bouchon hermétique, vers l'amont par une entrée béante accessible par la chambre de visite si le siphon est placé dans une chambre, ou par le bouchon de curage si le siphon est du type fermé dans ce cas, le siphon est muni en amont d'une tubulure de ventilation. Enfin, le siphon a une bonne assiette pour permettre le placement d'aplomb de l'appareil.

Article 105.- Aucun regard siphonoïde relié directement à la canalisation ne peut être inséré dans un carrelage ou un plancher à l'intérieur d'un bâtiment.

Article 106.- Epreuves techniques.

Les branchements privés et les jonctions entre ceux-ci et les conduites de décharge intérieures ne peuvent être recouverts avant d'avoir été examinés et soumis aux épreuves techniques destinées à établir leur bonne installation, leur étanchéité et leur bon fonctionnement. Ces épreuves sont confiées à un agent désigné par l'Administration.

Article 107.- Raccordement à l'égout.

Le raccordement des canalisations à l'égout sera exécuté sous le domaine public, par les soins de l'Administration communale et aux frais du propriétaire conformément aux dispositions du règlement fiscal sur la matière.

Il en sera de même en cas de reconstruction de raccords existants.

Article 108.- Déversements interdits dans les égouts.-

En général sont interdits dans les égouts publics ou privés les déversements :

- 1) des eaux industrielles chaudes ou de vapeur, à une température supérieure à 30° C, de liquides inflammables, de gaz des moteurs à gaz.
- 2) des eaux chargées de matières lourdes formant dépôts, de matières alcalines et de graisses se solidifiant ou s'incroutant contre les parois de l'égout, d'acides corrosifs, de gaz métalliques ou explosifs, de produits originaires des brasseries déterminant des agglutinations, et généralement de tous les liquides industriels pouvant nuire soit à la santé publique, soit à la conservation des ouvrages.

Article 109.- Déversements interdits dans les cours d'eau ou fossés

Il est interdit également de déverser directement ou indirectement dans les cours d'eau et fossés aucune matière excrémentielle, aucun liquide corrosif, inflammable ou dangereux.

Article 110.- Raccordement des garages.

Les raccordements aux égouts des établissements et des garages d'autos utilisant des quantités importantes de substances inflammables ou pouvant provoquer des dégagements de gaz ou de vapeurs inflammables, ou explosives, telles que : pétrole, essence de pétrole, éthers alcools, huiles, carbures de calcium, etc..., ne sont autorisés qu'à la condition d'insérer dans les canalisations, aux endroits désignés par l'Administration, des appareils répondant aux conditions fixées par elle et destinés à débarrasser, avec efficacité et sécurité, les eaux-vannes des substances énumérées ci-dessus.

Toute canalisation exposée à recevoir les gaz ou les liquides susdits doit, en outre, être ventilée d'une façon efficace et indépendante. Le curage et le fonctionnement normal de ces installations doivent être assurés en tout temps.

Les agents de l'Administration communale ont toujours accès dans l'immeuble pour s'assurer si ces obligations sont remplies. La responsabilité de l'exploitant subsiste entièrement et exclusivement en cas d'accidents causés à des tiers, même si aucune infraction aux prescriptions précédentes n'est relevée.

Article 111. - Tout déversement qui ne réunirait pas les conditions indiquées aux articles précédents et présenterait quelque danger, fera l'objet du retrait immédiat de l'autorisation et la conduite sera immédiatement tamponnée, sans que cette mesure puisse donner lieu au remboursement de frais quelconques, et sans préjudice du procès-verbal de contravention.

TITRE XIV. - Lieux d'aisance et appareils sanitaires. -

Article 112. - Water-closets. -

Toute habitation doit être pourvue d'un water-closet satisfaisant aux conditions suivantes :

- 1) une des parois du local au moins est en contact avec l'air extérieur.
- 2) aucun water-closet ne peut communiquer directement avec une pièce habitable, un atelier ou un local servant à la fabrication, à la préparation ou à la conservation de substances alimentaires.
- 3) si un water-closet est adossé à l'un de ces locaux, le mur de séparation doit être construit en matériaux imperméables.
- 4) le sol de tout water-closet est revêtu de matériaux lisses et imperméables.
- 5) un water-closet peut être établi au-dessus du niveau du sol, dans une cour basse ou autre espace libre mesurant au moins 4 mètres carrés de surface et 1,50 m. de largeur. Dans ce cas, l'entrée du W.C doit se trouver dans la cour basse ou l'espace libre. -
- 6) tout water-closet doit avoir un moyen de fermeture convenable et, dans le mur extérieur, une fenêtre dont la surface vitrée a 0,36 m² et la partie ouvrante 0,12 m² au moins; tout water-closet doit être établi séparément et être cloisonné sur toute la hauteur comprise entre pavement et plafond.
- 7) des dispositions doivent être prises pour assurer l'aération du W.C.

Dans le cas où les plans prévoient l'aération du W.C. par aéras, ceux-ci doivent avoir une surface minimum déterminée par le tableau ci-dessous :

Hauteur de l'aéra :	3,50 m.	- dimensions :	0,75 m x 0,50 m
		surface :	0,3750 m ²
Hauteur de l'aéra :	7,00 m.	- dimensions :	1,00 m x 0,75 m
		surface :	0,75 m ²
Hauteur de l'aéra :	10,00 m.	- dimensions :	1,00 m x 1,00 m
		surface :	1 m ²
Hauteur de l'aéra :	15,00 m.	- dimensions :	1,50 m x 1,00 m
		surface :	1,50 m ²
Hauteur de l'aéra :	20,00 m.	- dimensions :	1,50 m x 1,50 m
		surface :	2,25 m ²

- 8) dans tous les cas, le sol de l'aéra doit être facilement accessible. En cas d'aéra descendant jusqu'au niveau du rez-de-chaussée ou d'une cour basse, un siphon coupe-air est encastré dans le pavement en vue d'assurer l'évacuation rapide des eaux pluviales; l'aéra doit être complété par un appel d'air suffisant au niveau inférieur et les W.C. qu'il dessert doivent être pourvus d'un système d'aération différentielle indépendant de l'ouverture des fenêtres et portes.

Article 113.- Maison divisée en logements (proportion des W.C.).

Lorsqu'une maison est divisée en logements, le propriétaire est tenu d'y établir des water-closets, dans la proportion d'un cabinet par ménage, au moins. Pour les ateliers, usines, bureaux, etc..., le nombre de W.C. lave-mains, urinoirs est déterminé par l'arrêté du Régent du 13.10.1945.

Article 114.- Water-closets à chasse d'eau.

Les vases de W.C. sont d'une seule pièce, c'est-à-dire que le vase proprement dit et le siphon sont d'une seule venue, sans joint.

L'occlusion hydraulique (immersion ou garde d'eau) est de 6 cm. au moins.

Le siphon est tubulaire sur toute sa longueur; la tubulure de ventilation ne peut être posée en couronne, mais le plus bas possible sur la sortie verticale si le siphon est en S, et infléchi à 45° dans le sens de l'évacuation (il est toutefois préférable de placer la ventilation sur le tuyau de chute, à condition qu'il ne soit pas trop bas).

La décharge est visible à son point d'attache à la canalisation de chute. La couronne de chasse est telle que non seulement la chasse d'eau évacue les matières, mais que la paroi interne du vase soit fortement rincée, et même transporte les matières jusqu'à l'égout public ou à la fosse, la surface de l'eau est telle que les matières tombent dans l'eau et non sur les parois non immergées.

Les vases sont fabriqués en matière non poreuse et émaillée : faïence, terre réfractaire ou fonte.

Les W.C. à fonctionnement par aspiration répondent aux conditions ci-dessous :

- 1) leur jet d'eau est placé au-dessus de la nappe d'eau.
- 2) ils ne peuvent être utilisés comme vidoir.

La chasse d'eau doit être énergique et produite de sorte que ni les matières, ni l'eau du vase ne puissent être en communication directe avec les canalisations d'eau.

Trois moyens se présentent :

- a) le réservoir de chasse placé suffisamment haut pour assurer un débit de 1,5 à 2 litres à la seconde au vase. Ce réservoir fournira de 10 à 12 litres d'eau par chasse.
- b) le réservoir bas, posé légèrement au-dessus du vase; ces réservoirs ont une décharge d'au moins 50 mm. de diamètre; ils débitent environ 20 litres d'eau par chasse, la masse d'eau compensant le manque d'énergie de la chasse.

L'alimentation en eau se fait à raison de 6 à 10 litres à la minute.

- c) par robinet de chasse (flushvalve). Un bon robinet de chasse doit débiter 2 litres à la seconde et fonctionner à basse pression, soit 3,50 m. environ, perte de charge déduite. Ces robinets sont munis d'un reniflard afin de couper la communication directe avec les canalisations d'eau; ils ne sont mis en communication avec le service d'eau que par un réservoir ouvert placé à au moins 3,50 m. de hauteur. Pour les W.C. siphoniques les réservoirs de chasse ou flushvalves doivent être réglés pour rétablir le niveau d'eau dans les vases après l'aspiration.

Article 115.- W.C. Collectifs.

Les W.C. collectifs à cuvettes séparées doivent être du type siphonique; ils sont constitués par des cuvettes à effet d'eau posées sur un collecteur formant double siphon et d'une section appropriée au nombre de cuvettes.

La chasse d'eau est intermittente, à manoeuvre manuelle ou automatique et doit être calculée à 30 litres environ par siège plus un, étant entendu que les chasses sont peu espacées pour éviter un goncellement exagéré dans les cuvettes.

Le système est conçu de telle sorte que l'aspiration dans le collecteur soit arrêtée en temps voulu pour que la chasse d'eau puisse rétablir le niveau dans les vases.

Article 116.-- Urinoirs.

Les urinoirs doivent être en matériaux non poreux et émaillés.

Les cuvettes pour particuliers sont à bec; elles sont munies d'une couronne de rinçage propre à rincer toute la surface intérieure, le coupe-air est placé immédiatement sous la tubulure de sortie afin de rapprocher le plan d'eau de la cuvette.

Dans tout établissement public (y compris les débits de boissons) les urinoirs sont à stalles.

L'urinoir à stalles est muni d'un puissant appareil de rinçage capable de rincer toute la surface susceptible d'être souillée et débitant de 5 à 7 litres par stalle et par chasse. Le raccordement du coupe-air est semblable à celui de la cuvette de l'urinoir particulier.

Pour les groupes de stalles, la préférence est donnée aux stalles ayant un caniveau ouvert permettant le lavage entier; ce caniveau permet l'emploi d'un seul coupe-air et d'une seule crépine.

Les urinoirs ne peuvent être raccordés immédiatement avec les canalisations d'eau, ils sont traités comme les W.C.

Article 117.-- Vidoirs d'hôpital (slop-sink).

Les vidoirs d'hôpital sont traités comme les W.C. Ils se composent de la cuvette profonde faisant corps avec le coupe-air et sont munis sur trois côtés d'un rebord élevé pour éviter les éclaboussures et d'une couronne de rinçage venue de masse, permettant le lavage intégral de l'appareil, comme les W.C. Ils sont munis d'une grille mobile à la naissance du coupe-air pour arrêter les corps étrangers versés par négligence. Ni l'appareil de rinçage, ni les jets pour rince-panne ne peuvent être mis en communication directe avec le service de l'eau.

Article 118.-- Tuyau de chute des W.C. et urinoirs.

Les tuyaux de chute des W.C., des urinoirs et des vidoirs recevant des matières excrémentielles, doivent être inattaquables par les matières qui y circulent, avoir une surface intérieure parfaitement lisse et présenter des joints peu nombreux, étanches et exempts de bavures.

La chute principale est verticale autant que possible, se prolonge jusqu'au dessus de la toiture, sans réduction de diamètre. L'extrémité supérieure de ce tuyau est éloignée de 2 m. au moins de toute fenêtre, tabatière, prise d'eau ou cheminée.

La section est calculée en fonction du nombre d'appareils, des débits instantanés, c'est-à-dire comptetenus du coefficient de simultanéité établi suivant la destination de l'immeuble et de la nature du métal utilisé.

Article 119.- Ventilation des égouts et tuyaux de chute.

Tous les tuyaux de ventilation débouchent au-dessus des toitures à une distance de 2m. au moins de toute fenêtre, lucarne, tabatière prise d'air, cheminée.

Les deux extrémités de la canalisation doivent être munies de tuyaux de ventilation dont le diamètre ne peut être inférieur à 8 cm.

Le tuyau de ventilation aval de l'égout est rattaché sur la tubulure de ventilation du siphon disconnecteur si celui-ci est un siphon fermé, si le disconnecteur est du type ouvert dans une chambre de visite, le tuyau de ventilation prend naissance dans le haut de la chambre.

Le tuyau de ventilation amont est rattaché sur la dernière chambre de visite.

Les tuyaux de chute peuvent remplacer le tuyau de ventilation ci-dessus, à la condition expresse que l'un soit raccordé à la canalisation, immédiatement en amont du disconnecteur, et un autre dans une chambre de visite, de manière que la canalisation soit ventilée dans toute son étendue.

Les tuyaux de chute doivent être prolongés en ventilation jusqu'au dessus de la toiture.

Article 120.- Ventilation secondaire.

Les branchements de W.C. ou urinoirs doivent être ventilés par une canalisation spéciale dite de ventilation secondaire ou d'anti-siphonage.

Ces tuyaux de ventilation s'embranchent sur le coupe-air ou sur le branchement, à 8 cm. au moins et à 30 cm. au plus de la couronne du coupe-air, et sont infléchis dans le sens de l'écoulement, suivant un angle de 45°.

Ces tuyaux de ventilation se branchent sur une conduite principale de ventilation au-dessus du bord supérieur de l'appareil qu'ils desservent.

La ventilation principale peut se brancher sur le tuyau de chute à 1,50 m. au-dessus de l'appareil le plus élevé ou déboucher au-dessus de la toiture, dans les mêmes conditions que les tuyaux de ventilation décrits plus haut.

La section du tuyau de ventilation secondaire doit correspondre aux $\frac{2}{3}$ de la section de la décharge de l'appareil que ce tuyau ventile, toutefois, le diamètre intérieur d'un tuyau de ventilation d'un W.C. ne peut être inférieur à 5 cm.

Si un tuyau de chute ne dessert qu'un seul W.C. ou un seul urinoir, le tuyau de chute en pleine section s'élève en ventilation au-dessus de la toiture, à la condition que le branchement ne dépasse pas une longueur horizontale de 0,40 m.

Article 121.— Il est interdit de maçonner dans les murs aucun tuyau de chute de W.C. ou d'urinoir, la même prescription s'applique au tuyau de ventilation.

Article 122.— Eviers, timbres d'office, déversoirs, vidoirs, baignoires, bains de siège, bains-douches, etc......

Ces appareils doivent être placés dans des locaux bien ventilés et disposés de telle sorte qu'ils soient aisément accessibles pour le montage et l'entretien de leurs raccords. Ils sont groupés à proximité de la chute et autant que possible dans l'ordre de la hauteur de leur décharge, la plus basse étant la plus près possible de la chute, afin de limiter la longueur des canalisations horizontales.

Tous ces appareils doivent répondre aux conditions suivantes :

- 1) être construits de matériaux non poreux et émaillés, sauf les timbres d'office qui peuvent être de métal non émaillé.
- 2) être de forme sans angles vifs et permettant une évacuation rapide des eaux usées, et ce sans dépôt.
- 3) être munis d'un trop-plein capable d'évacuer sans débordement le débit total des robinets d'eau alimentant l'appareil. Ce trop-plein doit être visible et accessible pour le nettoyage.
- 4) les raccordements des robinets, crépines et soupapes doivent être accessibles.
- 5) les robinets qui alimentent ces appareils doivent être judicieusement placés afin d'éviter le retour des eaux usées vers les canalisations d'eau.
- 6) les mélangeurs d'eau froide et chaude doivent être tels qu'ils écartent le retour d'une eau dans l'autre et qu'ils ne puissent provoquer des brûlures aux usagers.

- 7) les soupapes et crépines sont suffisamment grandes pour permettre l'évacuation rapide des eaux usées.

Article 123.- Evacuation des eaux usagées.-

Des conduites spéciales en plomb, en fonte inoxydable, en cuivre ou en autres matériaux à agréer par le Collège, autant que possible verticales, doivent être réservées à l'évacuation des eaux usagées. Les conduites sont fixées au mur à des intervalles de 1,50 m. au plus pour les parties verticales, et de 0,60 m. pour les autres parties, et auront à leur pied un talon reposant sur une base solide.

Les conduites écoulant les eaux de rebut ou de trop-plein d'éviers, vidoirs, bassins, coquilles, lavabos, ou bains, ne peuvent être mises en relation avec un tuyau de chute de latrines. Il convient de les conduire à travers un mur extérieur du bâtiment et de les faire déboucher à l'air libre au-dessus ou au-dessous de la grille d'un siphon de cour ou sur un siphon intérieur, hermétique et ventilé.

Article 124. Ventilation des canalisations des eaux usées.

Les ventilations des canalisations des eaux usées sont exécutées conformément aux règles prescrites par la ventilation des chutes, sauf que le diamètre intérieur peut être inférieur à 3 cm.

Si une décharge ne dessert qu'un seul appareil, on peut se contenter de ventiler cette décharge par un tuyau de ventilation débouchant à l'extérieur à un niveau supérieur de 30 cm. au bord de l'appareil qu'il dessert, à condition que ce débouché ne soit pas à proximité d'une fenêtre, porte ou prise d'air.

Tous les branchements de ventilation sont situés de telle manière que les eaux ne puissent refluer dans ces branchements.

Article 125.- Coupe-air.-

Les coupe-air doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- 1) avoir une plongée de 6 cm. de hauteur.
- 2) être de forme simple et tubulaire et de section constante pour présenter une hauteur de dénivellation de 12 cm.
- 3) être lisses et d'un métal résistant aux eaux que l'appareil évacue.
- 4) ne présenter aucune poche ni aspérité.
- 5) être aisément démontables pour le nettoyage.
- 6) avoir une section assurant à l'eau une vitesse d'au moins 0,70m à la seconde pour que le curage du coupe-air soit automatique.
- 7) être ventilés afin d'assurer la permanence de l'occlusion.

8) être placés très près de l'appareil, compte tenu de la dénivellation.

Article 126.-- Il est interdit de maçonner dans les murs aucun tuyau de vidange ou de trop-plein des éviers, vidoirs, bassins, coquilles, lavabos ou baignoires; la même prescription s'applique aux tuyaux de ventilation.

Article 127.-- Éviers.--

Le fond des éviers est établi en pente vers la décharge, celle-ci est garnie d'une crépine.

Au voisinage des éviers, les murs sont revêtus de matériaux non poreux et émaillés, ce revêtement forme dossier au moins jusqu'à hauteur du robinet, intéresse toute la largeur de l'évier et effleure le bord vertical intérieur de la cuvette.

Article 128.-- Timbres d'office.

Ces appareils doivent être munis d'un dossier faisant corps avec la table et le bassin.

Ces dossiers sont suffisamment hauts pour recueillir les éclaboussures. Dans toute leur surface, les coins sont arrondis pour permettre un entretien aisé.

Article 129.-- Éversoirs et vidoirs.

Ces appareils répondent aux mêmes conditions que les éviers, sauf qu'ils ne comportent pas d'égoûtoirs.

Article 130.-- Baignoires, baigns de siège, lavabos et bidets.--

Les soupapes et trop-plein sont disposés de telle sorte qu'ils ne puissent blesser les usagers. La forme des baignoires est telle que l'usager n'ait à supporter aucune gêne. Au droit de la baignoire, les murs sont revêtus de matériaux non poreux et émaillés ce revêtement intéresse toute la longueur de la baignoire (éventuellement sa largeur, si l'appareil est placé en retrait) et est établi jusqu'à la hauteur de la douche, ou en l'absence de celle-ci, jusqu'à un mètre de hauteur au-dessus de la baignoire, il effleure le bord vertical intérieur de la baignoire ou est rabattu jusqu'à la plinthe. L'alimentation sous eau est à rejeter s'il n'est pas prévu de disposition spéciale rendant impossible le retour des eaux de la baignoire dans les canalisations d'eau.

Le sol des salles de bain contenant un W.C. doit être établi ainsi qu'il est prévu à l'article 112.

Article 131. Bains-douches.-- Douches sur baignoires.

Les douches sur baignoires sont disposées de telle sorte qu'elles évitent les jets d'eau sur les murs, à moins que le local ne soit spécialement approprié, c.-à.-d. que toute l'eau répandue ne revienne à la baignoire et que les murs puissent être séchés aisément.

Les douches mobiles sont à rejeter. Ces douches peuvent plonger dans les eaux de la baignoire et ainsi permettre le retour de ces eaux dans la canalisation, à moins qu'une disposition spéciale rende impossible le retour des eaux de la douche dans les canalisations d'eau.

Article 132.-- Bains-douches en cabine.

Les cabines sont constituées en matériaux non poreux et émaillés particulièrement soignés ainsi que les revêtements des murs.

La pression des jets est peu élevée (à moins d'indications spéciales).

Le sol des cabines est bien incliné vers les cuvettes ou vers le caniveau. Celui-ci est accessible dans toute son étendue.

Article 133.-- Adoucisseurs d'eau.

Ces appareils sont munis de dispositions empêchant les eaux salées et de lavage de pénétrer dans les canalisations de distribution et aussi de permettre un réglage pour éviter que l'eau ne tombe à zéro degré hydrotimétrique, l'eau salée ou trop pure étant agressive.

Ces appareils sont construits en matériaux résistant au chlorure de sodium et sont placés dans un local bien éclairé et situé de telle sorte que les eaux de régénération puissent être évacuées à l'air libre sans communication directe avec les égouts.

Article 134.-- Cheminée d'évacuation des gaz du chauffe-bain.

Toute salle de bains est munie d'une cheminée d'évacuation des gaz de combustion du chauffe-bain qui doit obligatoirement y être raccordé. L'extrémité supérieure de cette cheminée doit être éloignée de 2 m. au moins de toute fenêtre, lucarne ou tabatière prise d'air ou cheminée appartenant à une pièce habitable.

Dans le cas où un local figurant aux plans soumis comme salle de bain reçoit une autre affectation, le dit local doit réunir les conditions d'habitabilité réglementaires.

Article 135.-- Visites de contrôle.--

Il est interdit d'occuper ou d'utiliser un nouveau bâtiment ou un bâtiment qui a été modifié avant que les tuyaux de chute des latrines, les appareils sanitaires, les tuyaux de décharge des eaux de rebut, la canalisation souterraine et toutes les installations d'évacuation de matières et de liquides aient été contrôlés par un agent de l'Administration communale.

Le propriétaire fera parvenir notification de l'achèvement des travaux en cause. L'Administration communale fera procéder au contrôle endéans les cinq jours ouvrables suivant la réception de cette notification. Dans le cas où la visite de contrôle n'aurait pas eu lieu dans ce délai, l'autorisation d'occuper les locaux serait acquise de plein droit. Cette autorisation d'occuper n'exclut pas l'obligation pour le propriétaire de se conformer aux dispositions réglementaires qui précèdent.

TITRE XV.-- Alimentation d'eau, puits, citernes, puisards, puits perdus puits d'absorption, fosses d'aisance, fosse à fumier.

Article 136.-- Alimentation d'eau salubre.--

Tout immeuble destiné à l'occupation doit être pourvu de moyens convenables d'alimentation en eau salubre.

Pour les canalisations d'eau sous pression, l'amenée aux robinets distributeurs doit se faire directement.

Le séjour de l'eau alimentaire dans des réservoirs quelconques est interdit. Aucun raccordement ne peut être établi entre la canalisation de l'eau alimentaire et l'embranchement d'égout ou les appareils qui y sont raccordés.

Article 137.-- Fosses d'aisances.

Aucune fosse d'aisances ne peut être établie dans les quartiers pourvus d'égouts destinés à écouler les matières fécales, à moins que, en raison de la situation du bâtiment, de son éloignement de la voie publique, du défaut de pente ou d'autres circonstances, le raccordement avec l'égout ne puisse se faire dans de bonnes conditions.

Article 138.-- Toute fosse d'aisances doit se trouver à la plus grande distance possible des habitations et des puits. Elle doit être construite et placée de manière que l'on y ait facilement accès par l'extérieur pour le curage et la vidange.

Le canal souterrain destiné à y amener les déjections et les eaux usées doit satisfaire aux prescriptions du présent règlement. Les latrines doivent être à effet d'eau, un siphon doit être intercalé sur le trajet du dit canal, conformément aux dispositions réglementaires.

Article 133.— Les fosses d'aisances ont la forme d'un cylindre vertical, avec un fond en calotte renversée, elles sont construites en maçonnerie de briques dures, posées au mortier de ciment ou en béton armé. L'intérieur est revêtu d'un enduit en ciment ou en toute autre matière imperméable, et l'extérieur, d'un corroi d'argile ou d'une couche de béton gras de 0,24 m. d'épaisseur au moins, qui double non seulement les parois verticales, mais aussi le fond de la fosse. Celle-ci est voûtée. Le pourtour a deux briques en épaisseur, et le fond, une brique et demie.

Le trou d'homme, de forme circulaire, a 0,80 m. de diamètre au moins, il est fermé hermétiquement par un couvercle solide en pierre ou en fonte, s'adaptant dans un cadre approprié.

Les fosses d'aisances sont mises en relation avec l'atmosphère par le tuyau de chute des latrines que l'on prolonge à section pleine jusqu'au dessus des toitures, en les faisant déboucher à 2 mètres au moins de toute fenêtre, lucarne, prise d'air ou cheminée appartenant à une chambre habitable.

Dans les rues où sera construit un égout public pour l'évacuation des matières excrémentielles, les fosses d'aisances fixes dépendant des bâtiments riverains doivent être supprimées dans l'année de l'achèvement de cet égout.

Article 140.— Avant de combler, supprimer, ou démolir une fosse fixe, le propriétaire doit la curer à vif fond et en faire badigeonner toutes les parois avec une solution concentrée de 20 % d'hypochlorite de potasse ou de soude (eau de Javel).

Il informe par écrit, 48 heures d'avance, le Collège des Bourgmestre et Echevins du jour où commence l'opération, afin qu'ils puissent faire surveiller l'exécution du travail.

Les matériaux provenant de la démolition des fosses d'aisances ou d'égouts ne peuvent être utilisés pour d'autres constructions.

Préalablement à leur enlèvement, ils sont, en outre, largement arrosés avec une solution concentrée à 10 % d'hypochlorite de potasse ou de soude (eau de Javel).

Article 141. Les ouvriers chargés de nettoyer, de vider ou de réparer une fosse d'aisance, ne peuvent y pénétrer qu'après que le propriétaire ou l'entrepreneur qui les emploie se sera assuré qu'ils n'y courent aucun danger.

En tout cas, on doit placer en réserve, à l'extérieur de la fosse, pendant toute la durée du travail, autant d'ouvriers qu'à l'intérieur.

Chaque ouvrier occupé dans la fosse est muni d'une ceinture à laquelle se rattache une corde ou une courroie tenue constamment par un ouvrier du dehors.

Si un accident se produit, les travaux doivent être immédiatement suspendus et déclaration en sera faite, le jour même, à la police. Ils ne peuvent être repris que du consentement de l'Administration communale et avec les précautions qu'elle prescrira.

Article 142.- Fosses à fumier.

Tout réceptacle à fumier doit se trouver à la plus grande distance possible des bâtiments particuliers qui sont ou qui peuvent être occupés, des bâtiments publics et des locaux utilisables pour les besoins de l'industrie ou du commerce, ainsi que des puits.

Article 143.- Les fosses à fumier doivent être placées de manière à que l'on y ait facilement accès.

Elles sont, quant à la forme et au mode de construction, établies dans les conditions prescrites pour les fosses d'aisances à l'article 139, sauf que la voûte peut être remplacée par un couvercle mobile en matériaux non absorbants.

Article 144. Des réceptacles fixés à fumier peuvent être établis sur le sol.

Ils doivent être construits en béton ou en maçonnerie et crépis intérieurement au mortier de ciment. Le fond est, de préférence, en béton.

Ils sont munis d'un couvercle en matériaux non absorbants.

Toute fosse à fumier doit être pourvue d'une cheminée d'aération d'au moins 0,15 m. de diamètre intérieur, débouchant au-dessus des toitures et de façon telle qu'il n'en puisse résulter aucun inconvénient pour le voisinage.

Article 145.- Fuits.-

Les puits doivent être construits en briques spéciales dites "briques le puits"; la maçonnerie doit reposer sur un rouet en bois de chêne ou de hêtre, ayant au moins 0,08 m. d'épaisseur ou sur un anneau en fer, en fonte ou en béton, ayant au moins 0,025 m d'épaisseur.

Article 146.- Citernes, puits et fosses.-

Les murs des puits, citernes et fosses quelconques, à fumier à purin ou autres, doivent être indépendants des murs servant de fondation aux bâtiments, et être isolés de ceux-ci par un intervalle vide de 0,10 m. au moins.

Le fond et les murs des citernes construits en maçonnerie doivent avoir une épaisseur de 0,23 m. au moins et être garnis intérieurement d'un enduit au ciment ou en toute autre matière imperméable. Tous les angles doivent être arrondis.

Article 147.— Entre un puits ou une citerne et une fosse, on doit laisser une distance minimum de 2 mètres.

Article 148.— Les ouvertures des puits et citernes doivent être fermées par des couvercles solides en pierre, en fonte, en béton armé ou en fer. Toutefois, les puits creusés dans les cours et les jardins ou dans les locaux ne servant pas à l'habitation, peuvent être ouverts, mais ils doivent, en ce cas, être entourés d'un garde-corps de 1 m. au moins de hauteur et fermé des murs en briques ayant au moins 0,28 m. d'épaisseur, de dalles en petit granit de 0,10 m d'épaisseur au moins, ou de clôtures métalliques équivalentes.

Article 149.— Puisards, puits perdus, etc...

Dans les voies publiques pourvues d'un égout, l'établissement de puisards, puits perdus ou puits d'absorption est strictement interdit, quelle que soit la nature des matières qu'ils seraient destinés à recevoir.

TITRE XVI.— Evacuation des immondices ménagers par gaines collectrices.

Article 150.— Les trémies destinées au déversement des détritns ménagers doivent être de forme cylindrique, d'un diamètre intérieur de 30 cm. minimum, à parois parfaitement lisses et construites en matériaux non absorbants.

Les orifices d'accès de ces trémies doivent se trouver à l'air libre et munis de couvercles fermant hermétiquement et autant que possible basculant automatiquement.

Les trémies doivent déboucher dans un réduit spécial, construit en matériaux durs, hermétiquement fermé, précédé d'un tambour aéré directement; les ouvertures de ce tambour sont pourvues de toiles métalliques dites "moustiquaires".

Les trémies sont prolongées à pleine section jusqu'au-dessus du toit et débouchent à 2 m. au moins de toutes fenêtres ou tabatières.

De plus, les détritns ménagers, ainsi que les cendres, sont reçus dans des bacs métalliques mobiles disposés dans le réduit en dessous de la trémie et dont la capacité ne peut être supérieure à 80 litres.

TITRE XVII.— Mesures de contrôle et de sûreté.

Article 151.— Visa préalable de l'autorisation.

Le propriétaire qui a été autorisé à effectuer les travaux mentionnés au présent règlement ne peut les commencer sans avoir fait préalablement viser l'acte d'autorisation par le Commissaire de Police de la Division où ces travaux doivent être exécutés.

En outre, lorsqu'il s'agit de travaux à effectuer sur la voie publique ou nécessitant sur celle-ci l'établissement d'une cloison ou barrière, le propriétaire doit prévenir le Commissaire, au moins 24 heures d'avance, du jour où les travaux seront commencés.

Article 152. - Défense est faite à tous architectes, entrepreneurs, maçons, charpentiers, et autres, d'exécuter aucun des travaux ci-dessus mentionnés avant qu'il ait été justifié de l'autorisation accordée à cet effet et de la remise de la déclaration préalable, prescrite à l'article précédent.

Article 153. - Dessins d'exécution.

Tout propriétaire nanti d'une autorisation de bâtir ne peut entreprendre aucun travail d'exécution sans avoir déposé à l'administration communale, en double exemplaire, des dessins d'exécution établis suivant les normes de l'Association Belge de Standardisation, de tous les ouvrages de structure : fondations, montants, poutres, linteaux, charpentes, gîtages, hourdis, planchers, etc..., des ouvrages en porte à faux, des ouvrages faisant saillie sur la voie publique des revêtements des façades, etc...

Ce dépôt peut se faire en plusieurs fois, au fur et à mesure de l'exécution des ouvrages, mais à la condition de toujours précéder utilement cette exécution.

L'Administration communale a le droit, préalablement à ce dépôt d'exiger la présentation de schémas des ouvrages de fondation, de soutènement, des charpentes, d'ossatures, etc..., en béton ou en acier ainsi que d'une note descriptive de la stabilité générale de la construction et des fondations, avec croquis explicatifs, comportant notamment la définition des réactions à considérer.

Il est interdit d'exécuter quelque ouvrage que ce soit, repris dans la nomenclature ci-dessus, de manière non conforme aux dessins déposés à l'Administration communale.

Le propriétaire reçoit un des exemplaires de ces dessins revêtu d'un récépissé de l'Administration communale; cet exemplaire doit être tenu en tout temps, au chantier, à la disposition des agents de l'Administration.

L'acceptation de ce dépôt de documents par l'Administration n'engage en aucune façon la responsabilité de celle-ci et ne dégage en rien la responsabilité de l'entrepreneur, de l'architecte, du propriétaire.

Article 154. - Alignement et niveau.

On ne peut commencer la construction ou la reconstruction d'aucune façade, d'aucun mur ou d'aucune autre clôture longeant la voie publique, avant que l'alignement et le niveau de la construction du trottoir aient été tracés sur le terrain par les agents de l'Administration communale à ce préposé .

Dès que les renseignements concernant l'alignement et le niveau auront été donnés sur place, l'impétrant doit réclamer, dans les bureaux de l'Administration, le bulletin portant par écrit ces renseignements. Il signe le reçu y annexé.

L'impétrant doit, après le placement de la plinthe, en réclamer la vérification et la déclaration écrite constatant que les indications qui lui ont été données ont été ponctuellement suivies.

Il est soumis à la même obligation aussitôt après le placement des seuils, en cas d'indication d'un niveau provisoire, ou aussitôt après la construction du trottoir.

Article 155.- Cloisons.-

Le propriétaire qui fait construire, reconstruire ou démolir un bâtiment ou exécuter des changements le long de la voie publique ne peut commencer les travaux, ni déposer des matériaux sur le trottoir avant d'avoir obtenu du Collège l'autorisation d'établir devant le propriété une cloison en planches juxtaposées formant enclos.

Cette cloison aura au moins 3 mètres de hauteur.

Pour les travaux de démolition d'immeubles, les cloisons en face et retour sont évasées par le haut de manière à rejeter à l'intérieur du chantier les décombres qui pourraient être projetés vers l'extérieur.

Les matériaux sont déposés à l'intérieur de la cloison.

Les cloisons sont établies dans les trottoirs à une distance de la bordure qui est stipulée par l'Administration dans l'acte d'autorisation.

Le collège peut également prescrire ou autoriser selon les circonstances un empiètement plus ou moins important dans la voie publique. Dans ce cas, il doit être établi le long de la cloison un trottoir provisoire en bois, de 0,70 m. au moins de largeur, constitué par un plancher jointif fixé solidement sur des madriers.

Le Collège peut exiger l'établissement d'un passage couvert sur le trottoir dès que la bâtisse a atteint une hauteur de 3 m. au moins.

La cloison est établie avec solidité et d'après les indications des agents de l'Administration, et de manière à ne gêner en rien l'ouverture des regards établis par les services publics (eau, gaz, électricité, égouts, etc...)

Lorsque des portes sont pratiquées dans la cloison, elles sont glissantes ou s'ouvrent vers l'intérieur; elles sont garnies de serrures ou de cadenas et sont fermées chaque jour, après la cessation des travaux.

Les bouches d'incendie restent dégagées et aisément accessibles. Elles ne peuvent pas être couvertes de matériaux ni être enfermées à l'intérieur des cloisons. Les signes conventionnels que l'Administration a placés pour les repérer ne peuvent être enlevés ni dégradés.

La cloison est éclairée par un nombre suffisant de lanternes dont une à chaque angle des extrémités, afin d'éclairer les parties en retour.

L'éclairage commence et finit aux mêmes heures que l'éclairage public.

Article 151.- Non-placement de cloison.-

Le propriétaire qui fait transformer une façade ou un mur de clôture, ou qui en fait reconstruire ou démolir une partie, peut être dispensé par le Collège des Bourgmestre et Echevins d'établir une cloison lorsqu'il s'agit de travaux de faible importance et qui ne sont pas de nature à encombrer la voie publique.

Article 152.- Barrières.

Le propriétaire qui fait réparer une façade ou un mur de clôture ou un toit vers la voie publique, est tenu de placer aux deux extrémités de la propriété ou séparément aux barrières aux retours au travers du trottoir, tout en laissant à la circulation publique un espace libre d'au moins 3,50 m. de largeur, à partir de la bordure du trottoir. La même obligation est imposée au propriétaire qui fait enduire ou peindre une façade. Ce travail ne peut être opéré qu'à l'aide d'échelles volantes ou d'échafaudages, ou de tel appareil dont l'emploi a été autorisé par le Collège des Bourgmestre et Echevins et qui présente, en outre, toutes les garanties possibles pour sauvegarder la vie des ouvriers.

Est astreint à la même obligation le propriétaire qui a obtenu l'autorisation de changer une façade ou un mur de clôture, d'en démolir ou d'en reconstruire une partie, et qui a été dispensé par le Collège des Bourgmestre et Echevins d'établir une cloison.

En outre, lorsque les travaux mentionnés au présent article sont de nature à causer craindre des accidents, le Collège peut prescrire telles autres précautions qu'il juge nécessaires.

Article 153.- Echafaudages et échelles volantes.

Les échafaudages et échelles volantes servant aux travaux doivent être établis solidement de manière à prévenir la chute des ouvriers et des matériaux sur la voie publique, les planches doivent être lisses. A chaque étage des échafaudages ou des échelles volantes, deux fortes traverses en bois ou deux câbles suffisamment solides sont attachés transversalement d'un montant à l'autre, l'un à 50 cm. au-dessus des planches et l'autre à hauteur d'appui de manière à former garde-corps.

Pareil garde-corps doit également être établi obligatoirement pour les planches supérieures.

Chaque échafaudage doit comporter au moins une échelle volante munie de consoles en fer formant marche-pied, distancées en moyenne de 60 centimètres.

Lorsque les échafauds ne sont pas fermés par une cloison, l'extrémité inférieure des échafaudages et de celles volantes ne peut être fixée à moins de 3 m. du sol.

Si, par suite de circonstances spéciales, les échelles volantes doivent prendre appui sur le trottoir, il doit être établi à chaque extrémité de la façade une cloison de 2 m. de hauteur, solidement fixée et sécurisée toute la largeur de l'échafaudage.

Un ouvrier doit stationner au bas de chaque échelle appuyée sur le sol. Les poulies, cordes et tous autres objets ou matériaux servant aux travaux doivent être solides et en bon état. Les échelles qui dépassent le premier étage doivent être élevées et maintenues à l'aide de cordes avec poulies fixées à la façade.

Article 15.- Bâches, bandes, arceaux, piquets.

On ne peut établir sur la voie publique des bâches, des arceaux, des bandes ou des piquets, en sautoir ou en collées.

Un homme doit se tenir auprès de ces appareils pour avertir les passants.

Dans l'intervalle des manœuvres, les cordes et bandes doivent être relevés sur des chevalets de 2,50 m. de hauteur au moins.

La nuit ou lorsque les travaux sont abandonnés sans surveillance, ces cordes doivent être élevées complètement.

Les piquets servant à attacher les arceaux sont placés, autant que possible, contre la bordure du trottoir.

Il est strictement défendu d'enfoncer des piquets en fer dans le sol, la rencontre d'un câble électrique pouvant causer la mort.

Toutefois, par exception, et moyennant une demande spéciale l'emploi de piquets de fer peut être autorisé par le Collège.

Tout entrepreneur qui, dans le cours des travaux, rencontre la couche de briques préservatrices des câbles électriques ou les tuyaux contenant les câbles, doit prévenir d'urgence le Commissaire de Police et ne peut continuer les travaux qu'en se conformant aux mesures de précaution qui lui sont prescrites.

Cette prescription doit également être observée en cas de rencontre de canalisations de gaz, d'eau ou d'égout. Si les travaux ont lieu à proximité des lignes électriques de l'Etat (aériennes ou souterraines) l'impétrant ou l'entrepreneur doit donner avis du commencement des travaux, au moins cinq jours à l'avance, au chef du réseau téléphonique 5, rue de la Paix à Bruxelles.

Article 160.- Travaux.

En cas de réparation ou de démolition des égouts, les vases provenant de ces égouts ne peuvent être déposés sur la voie publique. Si leur dépôt non évité sur la voie publique est inévitable, il ne peut se faire que moyennant l'emploi d'un désinfectant efficace. Les vases doivent d'ailleurs être enlaidis immédiatement. Les travaux doivent être dirigés de manière à empêcher l'écoulement des eaux sur la voie publique.

Article 161.- Le propriétaire qui veut traverser une voie publique à travers la voie publique doit, au cas de travail ou d'empêchement occupé par les ouvriers, si l'Administration municipale a des raisons particulières nécessaires pour la voir de jour.

Il est tenu d'installer des barrières et de faire passer les piétons. Les passages de ces passages ne peuvent être effectués que par les ouvriers. Les travaux sont remplis dans un délai déterminé par l'Administration municipale. L'Administration municipale a le droit de faire arrêter les travaux si elle ne voit pas le remède à temps.

Article 162.- Les travaux effectués sur la voie publique et le long de cette voie sans compensation doivent être effectués de manière à éviter les vibrations, humides ou froids, et les travaux doivent être effectués de manière à être effectués dans la plus grande mesure possible. Les travaux des travaux, les cloisons et les autres travaux doivent être effectués de manière à éviter les vibrations, les cloisons et les autres travaux.

Article 163.- Taille de pierres, revêtement, etc.

Les pierres sont travaillées de manière à pouvoir être mises en œuvre immédiatement, si nécessaire, il est nécessaire d'en modifier la forme, les ouvriers qui les travaillent doivent avoir soin de les ranger et de les protéger de façon que les éclats et rebrousse ne puissent blesser les passants. Il ne peut être procédé à aucun travail, aucune taille ou sculpture sans établir au préalable, de chaque côté de la façade et sur toute sa hauteur, une cloison bien faite, empêchant la poussière et les débris de se répandre sur les maisons voisines ou de tomber sur la voie publique.

Article 164.- Décombres.-

Il est défendu de jeter, soit du haut, soit de l'intérieur des maisons, des débris ou des matériaux sur la voie publique, ou les égouts ou les cours d'eau. Les ouvrages à démolir ainsi que les débris sont enlevés immédiatement de manière à éviter le plus possible la production de poussière. Les débris sont descendus avec précaution et déposés contre le bâtiment ou à l'intérieur de la cloison de manière que la circulation ne soit pas gênée; ils doivent être enlaidis avant le soir.

On peut se servir également de voies ou chemins en bois pourvus à leur partie inférieure de barrières ou de grillages ou d'autres appareils permettant le passage des débris sans provoquer de la poussière pouvant incommoder les voisins et les passants. Les voitures servant à transporter des matériaux ou à l'enlèvement des terres et des débris doivent être fermées à l'intérieur de la propriété s'il est impossible de les faire passer, ou les faire passer parallèlement à la propriété mais jamais en travers de la voie publique.

Article 185.- Eclairage des travaux.

Les parties de la voie publique où des travaux sont effectués doivent être convenablement éclairées depuis le coucher jusqu'au lever du soleil, par les soins et aux frais du propriétaire; il en est de même en cas de brouillard.

Article 186.- Entretien de la voie publique.

Les propriétaires et entrepreneurs doivent maintenir la voie publique en état de propreté sur toute l'étendue de la façade ou du mur de clôture en construction, en réparation ou en démolition et ce, pendant toute la durée des travaux.

Article 187.- Enlèvement des cloisons et des matériaux.

Immédiatement après l'achèvement des travaux de gros-œuvre, crépissage, rejointoyage ou nivellement des façades des bâtiments ou murs de clôture, le propriétaire doit faire enlever les cloisons, barrières ou échafaudages, et rendre à la circulation, débarrassés de tous les matériaux, gravois et ordures, les emplacements occupés sur la voie publique par les ouvriers ou dépôts, il en est de même en cas de suspension des travaux et dans le cas où ils ne seraient pas poussés avec la célérité nécessaire.

Article 188.- Travaux d'office.

Le Collège se réserve le droit d'enlever d'office, après avertissement par simple lettre, les cloisons, barrières, échafaudages, matériaux et débris de recouvrir les frais et débours de cet enlèvement, conformément aux dispositions fiscales sur la matière.

Article 189.- Contrôle des travaux.

La visite complète de toute construction ou immeuble, ainsi que les opérations de contrôle jugées nécessaires, doivent être facilitées par tout propriétaire ou occupant aux agents de l'Administration jusqu'à constatation officielle de l'observation complète des prescriptions du règlement et des conditions stipulées dans l'acte d'autorisation.

Lorsque ces agents ont constaté qu'on s'écarte, soit des dispositions réglementaires, soit des plans agréés par l'autorité communale, soit des conditions posées dans l'acte d'autorisation, et que les planches, échelles, poulies, échafaudages, cordes et autres ustensiles servant aux travaux n'ont pas la solidité requise, ils enjoignent aux propriétaires ou à l'entrepreneur de suspendre immédiatement les travaux ou de remplacer sans retard les ustensiles défectueux. Un rapport est aussitôt adressé au Collège des Bourgmestre et Echevins.

En cas de refus d'obtempérer à la dite injonction, en cas de retard dans l'exécution de cet ordre, l'Administration communale prescrit telles mesures qui de droit.

En cas de contestation entre un agent de l'Administration communale et un propriétaire ou un entrepreneur, au sujet des constructions des matériaux ou ustensiles utilisés, le Collège des Bourgmestre et Echevins statue.

TITRE XVIII. -- Constructions menaçant ruine et arbres présentant du danger pour la sécurité publique. -- Bâtiments insalubres

Article 170. -- Constructions menaçant ruine.

Lorsqu'un bâtiment, un mur de clôture ou toute autre construction contiguë à la voie publique menace ruine, ou qu'un arbre planté le long des voies publiques ou à proximité de celles-ci, par suite d'un ouragan ou pour toute autre cause, présente un danger pour les passants, le Bourgmestre en fait constater l'état par un des agents chargés de la surveillance des bâtisses, assisté du Commissaire de Police.

Un procès-verbal de l'état des lieux est dressé par eux et transmis au Bourgmestre qui en donne immédiatement avis au propriétaire.

Article 171. -- Travaux d'urgence.

Si le péril est reconnu imminent, le Bourgmestre intime au propriétaire l'ordre d'évacuer l'immeuble et de faire procéder immédiatement à la démolition des constructions menaçant ruine ou à l'abatage des arbres.

En cas de refus ou de retard dans l'exécution de cet ordre, le Bourgmestre doit réparer, déayer ou démolir lesdites constructions, ou abattre les arbres aux frais du propriétaire qui est tenu d'en rembourser le montant à l'Administration.

Si le péril ne nécessite pas des mesures immédiates, l'état des lieux est dénoncé au propriétaire avec injonction de démolir, de réparer ou d'étayer provisoirement les constructions ou d'abattre les arbres dans un délai déterminé.

Le propriétaire qui n'a pas commencé et achevé les travaux dans les délais fixés est traduit devant les tribunaux.

En cas d'absence du propriétaire, le Bourgmestre donne l'ordre d'effectuer d'office les travaux de réparation, de démolition ou d'abatage; le montant des frais résultant de ces travaux doit être remboursé à l'Administration par le propriétaire.

Article 172. -- Il y a lieu de provoquer la démolition d'un bâtiment d'un mur de clôture ou de toute autre construction contiguë à la voie publique :

- 1) lorsque les fondations sont défectueuses.
- 2) lorsqu'une ou plusieurs jambes étrées, un ou plusieurs trumeaux ou pieds-droits sont en mauvais état.
- 3) lorsque le mur de façade est en surplomb de la moitié de son épaisseur, quel que soit l'état où se trouvent les jambes étrées, les trumeaux et les pieds-droits.
- 4) lorsque le mur de face a de profondes lézardes.
- 5) lorsqu'il est à fruit, c.à.d. incliné par la retraite des étages supérieurs et qu'il a occasionné sur la face opposée un surplomb égal au fruit de la face vers la voie publique.
- 6) lorsqu'il y a bombement égal au surplomb dans les parties inférieures du mur de face.
- 7) enfin, dans tous les autres cas où, soit un bâtiment, soit un mur de clôture, menace ruine par suite de vétusté, de vice de construction, de défaut d'entretien ou de quelque autre cause.

Article 173.— Les dispositions qui précèdent sont également applicables aux constructions, contiguës ou non à la voie publique, qui présentent un danger ou une cause d'insalubrité.

Article 174.— Le Bourgmestre peut prononcer l'interdiction d'habitation de tous les immeubles reconnus dangereux et insalubres, et en expulser les occupants.

Tout refus de quitter les lieux est considéré comme infraction sans préjudice de l'exécution immédiate de la mesure ordonnée.

TITRE XIX.— Régularité.— Contraventions.—

Article 175.— Contraventions.—

Les contraventions aux dispositions du présent règlement sont constatées par procès-verbaux ou rapports des commissaires ou officiers de police compétents ou par tous autres moyens légaux et ce, simultanément à charge des propriétaires ou locataires, architectes, entrepreneurs, maîtres maçons, ou toutes autres personnes chargées de la direction ou de l'exécution des travaux. Ces contraventions sont punies de peines de police, outre la suspension des travaux qui peut être prononcée par le Collège et sans préjudice de l'application de l'article 9 de la loi du 1er février 1844.

Article 176.- Rétablissement des lieux dans leur état primitif.-

Outre la pénalité édictée par l'article précédent, le Tribunal ordonne, s'il y a lieu, soit d'office, soit sur la réquisition du Ministère public ou de l'Administration communale, partie civile, le rétablissement des lieux dans leur état primitif, par la démolition la destruction ou l'enlèvement des ouvrages constituant la contre-vention ou, s'il y a lieu, l'exécution des mesures ou travaux nécessaires, le tout aux frais des contrevenants.

-----o@o-----

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Gouverneur de la Province du Brabant, pour notification à la Députation Permanente du Conseil Provincial du Brabant.

Par Ordonnance:

Le Secrétaire communal,
(s.) A. VANDERVELLEN.

Le Bourgmestre-Président,
(s.) P. L. VRIJDAAS.

Pour extrait conforme :

Délivré à Evere, le 30 janvier 1909.

Par Ordonnance:

Le Secrétaire communal,

Le Collège Echevinal,

Vervolg aan art. 134 van het Gemeentelijk bouwreglement :

Het bovenste uiteinde van deze schouw moet op minimum 2 meter verwijderd zijn van alle vensters, dakvensters, klappanen, lucht- en schouwpijpen behorend tot een bewoonbare plaats.

Vervolg aan art. 20 van het Gemeentelijk Bouwreglement :

De vloer der bij dag óf bij nacht bewoonbare lokalen van de benedenverdieping mag niet meer dan 1 meter lager liggen dan het peil van het voetpad.

De lokalen van de kelderverdieping, op een diepte van meer dan 1 meter onder het peil van het voetpad gelegen, moeten uitsluitend als kool-, voorraad-, keld enz.... aangewend worden, hun minimum hoogte moet 2,10 meter bedragen. De hoogte moeten gemeten worden tussen de bevloering en de onderzijde van de zoldering.

Indien de gelijkvloers bestemd is tot dienstlokalen, zoals bergplaats, wasplaats, brandstofstapelplaats, met uitzondering van alle bewoonbare plaatsen, zal de hoogte onder plafond herleid mogen worden tot 2,20 m.

Deze mogelijkheid neemt met zich mee het verbod later deze lokalen tot woonst te bestemmen.

